



ZiE
Fondation ZiE

Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement
International Institute for Water and Environmental Engineering

MEMOIRE

POUR L'OBTENTION DU MASTER EN INNOVATION DEVELOPPEMENT ET SOCIETES

Thème:

**Analyse de l'intégration des prix du riz importé
et local : Quels effets sur la compétitivité du riz
local et le bien-être des ménages ?**

PRESENTE ET SOUTENU PAR :
DE

BOUREIMA ADAMOU
ETUDIANT
MIDS
PROMOTION 2013-2014

SOUS LA DIRECTION

ALI MADAÏ BOUKAR
ECONOMISTE NATIONAL
DU PNUD AU NIGER

Mai 2014

TABLES DE MATIERES

AVANT PROPOS.....	3
LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....	4
LISTE DES TABLEAUX, ENCADRÉS ET FIGURES.....	5
RÉSUMÉ.....	6
INTRODUCTION.....	8
PREMIÈRE PARTIE : CADRE THÉORIQUE.....	10
CHAPITRE 1 : PROBLÉMATIQUE DE L'ÉTUDE.....	10
1.....	10
2 CHAPITRE 2 : CONTEXTE ET REVUE DE LITTÉRATURE.....	11
2.1 CONTEXTE.....	11
2.1.1 <i>LA CONJONCTURE INTERNATIONALE.....</i>	<i>11</i>
2.1.2 <i>LES CONTRAINTES NATIONALES DE L'OFFRE ALIMENTAIRE.....</i>	<i>12</i>
2.1.3 <i>EFFETS CONSTATÉS DES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT.....</i>	<i>13</i>
2.1.4 <i>HABITUDES ALIMENTAIRES ET QUALITÉ NUTRITIVES DE L'ALIMENTATION DES MÉNAGES.....</i>	<i>14</i>
3 CHAPITRE 3 : MÉTHODOLOGIE.....	15
3.1 SOURCES DE DONNÉES.....	15
3.2 TRAITEMENT DES DONNÉES : ANALYSE DE COINTÉGRATION.....	16
3.3 INTÉGRATION DES PRIX DU RIZ IMPORTÉ ET DU RIZ LOCAL.....	17
3.4 MÉSURE DE L'EFFET DE LA HAUSSE DU PRIX DU RIZ.....	18
3.5 LIMITE DE L'ÉTUDE.....	19
DEUXIÈME PARTIE : CADRE PRATIQUE.....	19
4 CHAPITRE 4 : STRUCTURE DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DE RIZ.....	19
4.1 L'OFFRE.....	19
4.1.1 <i>LA PRODUCTION.....</i>	<i>20</i>
4.1.2 <i>LES IMPORTATIONS DU RIZ AU NIGER.....</i>	<i>21</i>
4.1.3 <i>LES DONS.....</i>	<i>21</i>
4.2 LA DEMANDE.....	22
4.2.1 <i>LES BESOINS DES CONSOMMATEURS.....</i>	<i>22</i>
4.2.2 <i>COMPÉTITIVITÉ RIZ LOCAL ET RIZ IMPORTÉ.....</i>	<i>23</i>
4.2.3 <i>ORGANISATION DES ACTEURS DE LA FILIÈRE.....</i>	<i>23</i>
4.2.4 <i>LES ACTEURS PRIVÉS.....</i>	<i>23</i>
4.2.5 <i>LES ACTEURS INSTITUTIONNELS.....</i>	<i>25</i>
5 CHAPITRE 5 : DYNAMIQUE DES PRIX DU RIZ AU NIGER.....	25
5.1 VARIABILITÉ ET DYNAMIQUE SAISONNIÈRE DES PRIX.....	25
5.2 CARACTÉRISTIQUES DES SÉRIES DES PRIX.....	26
5.3 ANALYSE DE LA COINTÉGRATION DES PRIX.....	27
5.4 ESTIMATION DU MODÈLE À CORRECTION D'ERREUR.....	28
CHAPITRE 6 : EFFETS DE LA HAUSSE DU PRIX DU RIZ.....	28
6.....	28
6.1 LE RIZ : UN ALIMENT DES MÉNAGES URBAIN.....	29
6.2 ELASTICITÉ DE DEATON.....	30
6.3 PROPORTION DES DÉPENSES CONSACRÉES À L'ALIMENTATION.....	31
6.4 EFFET DES DÉPENSES DE RIZ SUR LE NIVEAU DE PAUVRETÉ MONÉTAIRE.....	33
CONCLUSION.....	36
ANNEXES.....	39

Avant propos

Le programme de préparation au Master de la fondation 2iE inclut un stage sanctionné par un mémoire de fin d'étude.

Le présent document constitue notre mémoire de fin d'étude pour l'obtention du Master Innovation, Développement et Société.

Nous saisissons cette occasion pour remercier tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à l'atteinte de ce résultat en particulier notre directeur de mémoire Ali Madai Boukar, économiste national du PNUD au Niger.

Liste des sigles et abréviations

PIB: PRODUIT INTERIEUR BRUT

QUIBB : QUESTIONNAIRE UNIFIE DES INDICATEURS DE BASE DU BIEN ETRE

FUCOPRI : FEDERATION DES COOPERATIVES DE RIZ AU NIGER

PAM : PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

IHPC : INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION

ENBC : ENQUETE NATIONALE BUDGET CONSOMMATION

SIMA : SYSTEME D'INFORMATION SUR LES MARCHES AGRICOLES

INS : INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

MCO : MOINDRES CAREES ORDINAIRES

AHA : AMENAGEMENT HYDRO AGRICOLE

OPVN : OFFICE DES PRODUITS VIVRIERS DU NIGER

RINI : OFFICE DU RIZ DU NIGER

ONAPAD : OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA PAUVRETE ET DU DEVELOPPEMENT HUMAIN
DURABLE

ONG : ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE

CUN : COMMUNAUTE URBAINE DE NIAMEY

PAFRIZ : PROJET D'APPUI A LA FILIERE RIZ

PNUD : PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

ECM : ERROR CORRECTION MODEL

Liste des Tableaux, Encadrés et Figures

GRAPHIQUE 1 : EVOLUTION DES IMPORTATIONS ET PRODUCTION DE RIZ ENTRE 2003 ET 2008 P-10

GRAPHIQUE 2 : EVOLUTION DU PRIX DE CERTAINS PRODUITS ALIMENTAIRES P- 12

GRAPHIQUE 3: RATIO ENTRE LE PRIX DU RIZ IMPORTE ET LE PRIX DU MIL ENTRE 2003 ET 2008 P-15

GRAPHIQUE 4 : RATIO ENTRE LE PRIX DU RIZ IMPORTE ET LE PRIX DU RIZ LOCAL P-15

GRAPHIQUE 5 : EVOLUTION DU PRIX DU RIZ LOCAL ET DU RIZ IMPORTE P-25

GRAPHIQUE 6 : ELASTICITE DE DEATON P-31

GRAPHIQUE 7 : PROPORTION DES DEPENSES ALIMENTAIRES DANS LES DEPENSES GLOBALES P-32

GRAPHIQUE 8 : PROPORTION DES DEPENSES EN RIZ DANS DIFFERENTS TYPES DE DEPENSES P-32

GRAPHIQUE 9 : EVOLUTION DU POUVOIR D'ACHAT DES MENAGES EN EQUIVALENT RIZ P-34

ENCADRE 1 : COINTEGRATION DE DEUX VARIABLES P- 16

ENCADRE 2 : TEST DE DICKEY FULLER P-17

ENCADRE 3 : PROCESSUS TS ET DS P-27

ENCADRE 4 : MODELE A CORRECTION D'ERREUR P-28

TABLEAU 1 : STRUCTURE DE L'OFFRE DE RIZ AU NIGER DE 2003 A 2008 P-20

TABLEAU 2 : CORRELOGRAMME DE LA SERIE DU PRIX DU RIZ LOCAL P-26

TABLEAU 3 : CORRELOGRAMME DE LA SERIE DU PRIX DU RIZ IMPORTE P-26

TABLEAU 4 : CORRELOGRAMME DE LA SERIE DU PRIX DU RIZ IMPORTE P-29

TABLEAU 5 : TEST DE STATIONNARITE DES PRIX DU RIZ IMPORTE ET LOCAL P - 30

TABLEAU 6 : PANIER ALIMENTAIRE DU MENAGE NIGERIEEN P-31

TABLEAU 7 : PANIER ALIMENTAIRE DU MENAGE URBAIN NIGERIEEN P-33

TABLEAU 8:SEUILS DE PAUVRETE EN 2005 ET 2008 P-33

TABLEAU 9 : TAUX DE PAUVRETE EN 2008 P- 33

TABLEAU 10 : TAUX DE PAUVRETE SANS LA HAUSSE DES PRIX DU RIZ P-34

Résumé

L'économie nigérienne dépend fortement des importations et notamment dans le domaine alimentaire où environ 2/3 du riz consommé dans le pays est importé malgré les potentialités de production du riz local. La consommation du riz importé est par ailleurs nettement plus observée en milieu urbain. Cette situation traduisant le manque de compétitivité du riz local face au riz importé est favorisée par la relative propension à consommer le riz importé dans les habitudes alimentaires des ménages principalement en milieu urbain et leur accès plus facile à cette denrée importée. Par ailleurs, les analyses indiquent que les prix des deux denrées (importée et locale) sont assez intégrés mais présentent une certaine stabilité jusqu'à la fin de l'année 2007 où la hausse était perceptible sous l'effet conjoint de facteurs structurels et conjoncturels à l'échelle mondiale.

Du fait que la hausse du prix du riz importé a un effet d'entraînement sur la hausse du prix du riz local, une inflation constatée sur le riz importé d'Asie, a un effet négatif sur le bien être des ménages urbains avec une aggravation du taux de pauvreté urbain de l'ordre de 1,7 point de pourcentage. Cette détérioration du bien-être est d'autant plus ressentie que les ménages urbains consacrent environ plus de 20% de leurs dépenses alimentaires à l'achat du riz. De manière plus nuancée, ce sont les ménages urbains à revenus moyens qui subissent le plus, l'effet de cette hausse des prix du riz sur les marchés. Il ressort des analyses, la nécessité de promouvoir la compétitivité du riz local à travers notamment l'amélioration de sa productivité et donc sa production, sa propension à être consommé par les ménages en augmentant la qualité de cette variété, l'organisation de la filière riz dans tous ses maillons allant de la production, à la transformation et la commercialisation pour un gain substantiel en devises. La forte implication de l'Etat est requise pour relever ces défis.

Abstract

The Nigerian economy depends on imports, particularly in the food sector, where about 2 / 3 of the rice consumed is imported into the country despite the potential of local rice production. Consumption of imported rice is also observed significantly more in urban areas. This reflected the lack of competitiveness of local rice against imported rice and is favored by the relative propensity to consume imported rice main urban households and the easier access to the imported food., the analysis indicate that the prices of both commodities (imported and local) are quite integrated but have some stability until the end of 2007 where the increase was noticeable in the combined effect of structural and conjectural factors.. The rising price of imported rice has a ripple effect on the rising price of local rice. So an inflation imported rice from Asia, has a negative effect on the welfare of urban households with a worsening the urban poverty rate of about 1.7 percentage points. This deterioration of well-being is all the more felt than urban households spend about 20% more of their food expenditures to purchase rice. And it is the middle-income urban households who suffer the most, the effect of the increase in rice prices.. The analysis shows the need to promote the competitiveness of local rice, in particular through improving productivity and thus its production, its propensity to be consumed by households by increasing the quality of this variety, the organization of rice sector in his all sub sector (production, processing and marketing) for a substantial gain in foreign currency. The strong political involvement is required to meet these challenges.

Introduction

La conjoncture internationale consécutive à la hausse des prix des produits pétroliers conjuguée à la faiblesse des productions de céréales enregistrées dans le monde a favorisé une hausse généralisée des prix des denrées alimentaires et des principaux facteurs de production avec des conséquences économiques, sociales et politiques d'une ampleur sans précédent, notamment pour les pays à faible revenu et à déficit vivrier. De la fin de l'année 2007 jusqu'au troisième trimestre de 2008, le prix des principales denrées alimentaires au niveau mondial a fait un bond de près de 45 %, atteignant un niveau jamais égalé depuis plus de 30 ans (référence ?).

De sérieuses pénuries de riz et de blé sont observées sur le marché mondial. La hausse des prix des aliments a provoqué des agitations sociales de par le monde et amené certains gouvernements à prendre des mesures à court terme (restriction des exportations) aggravant davantage la disponibilité par l'approvisionnement dans les marchés mondiaux. Parallèlement à cette augmentation des prix des produits alimentaires, les prix des facteurs de production ont fortement progressé sur le marché international. Ainsi, le prix des engrais a été multiplié par deux, voire trois entre janvier 2007 et janvier 2008.

Au Niger, l'agriculture intervient pour 25,64% dans la formation du Produit Intérieur Brut (PIB) du pays¹ en 2008 et occupe plus de 80% de la population rurale active. L'évolution de la production agricole montre cependant une alternance d'années excédentaires et déficitaires. Ainsi, la production n'évolue pas d'une manière régulière pour les principales cultures. En dehors de l'instabilité de la pluviométrie, les performances aléatoires de la production agricole, seraient liées entre autres à la faible variation des superficies emblavées et la stagnation des rendements de mil et sorgho associé à une instabilité des rendements des cultures du riz local et du maïs.

Les conditions physiques et socioéconomiques défavorables hypothèquent fortement l'issue des campagnes agricoles. La production agricole familiale, qui est le modèle le plus répandu, ne couvre que quelques mois (4 à 5 en moyenne) des besoins alimentaires du ménage.

La conjonction de plusieurs facteurs a conduit à une baisse croissante de la fertilité des sols, un dédoublement des superficies cultivées en 25 ans, à une remontée des cultures vers les terres marginales du Nord au-delà de la limite septentrionale définie par les textes réglementaires et à une diminution des espaces sylvo-pastoraux. Ainsi, les ressources naturelles (sol, eau, végétation, etc.) subissent de plein fouet les effets cumulés des sécheresses récurrentes et des activités humaines ce qui hypothèque gravement la production à moyen et long terme.

Ce qui conduit le pays à dépendre de plus en plus des importations et du marché pour assurer sa sécurité alimentaire. En effet, le secteur commercial privé joue un rôle capital dans la sécurité alimentaire du pays car il assure, en moyenne, 60% de la couverture du déficit céréalier. Les décisions commerciales des opérateurs privés et la structure des marchés sont donc importantes pour la sécurité alimentaire d'autant

¹ INS ANNUAIRES STATISTIQUES 2008

plus que la libéralisation s'est traduite par un renforcement des réseaux commerciaux [Addoh et al. 2002].

Ainsi, depuis le deuxième trimestre de 2007, les prix à la consommation au Niger poursuivaient une certaine envolée. Selon l'Institut national de la statistique du Niger, la tendance haussière de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) est essentiellement due à la flambée des prix des produits alimentaires. Ce renchérissement des prix des produits alimentaires étant lui-même la résultante de plusieurs facteurs imbriqués dont le coût de l'énergie. De janvier 2007 à mars 2008 les prix du riz, du mil, et du maïs ont respectivement augmenté de 19%, 18%, et 42%.

Des mesures ont été prises par le Gouvernement pour soulager les populations des zones déficitaires et les populations les plus vulnérables (vente à prix modérés, travaux à haute intensité de main d'œuvre,...). Il convient de rappeler que la part prépondérante de la population rurale (plus de 80 %) et les mesures prises par le gouvernement pour stabiliser les prix, conjuguées avec les habitudes alimentaires des populations, y compris celles des zones urbaines où l'alimentation repose encore dans une large mesure sur les céréales locales (mil et sorgho) ont fait que les fortes tensions qui ont pu être observées dans d'autres pays de la sous-région ont été relativement moindres au Niger. Les produits importés ont connu en revanche une augmentation significative de leurs prix, au premier rang desquels le riz, la farine de blé, le sucre et les huiles végétales.

La présente étude s'intéresse à terme à une analyse de l'effet de la hausse des prix du riz importé et local dans les milieux urbains au Niger. Du point de vue méthodologique, l'analyse de l'impact de la hausse se fera en explorant d'abord l'intégration éventuelle entre les prix du riz importé et du riz local en formulant comme hypothèse que la hausse des prix du riz importé a un effet réducteur de bien-être sur les ménages urbains au Niger.

S'il s'avère que les ménages urbains consomment régulièrement le riz importé, souvent plus que le riz local, il s'agira d'évaluer la possibilité qu'ils ont de substituer au riz importé, le riz local en cas de hausse des prix du riz importé sur les marchés internationaux. Mieux encore, cette analyse de l'intégration des prix de deux types de riz, nous donnera des indications utiles sur la compétitivité du riz local par rapport au riz importé et ses effets sur les ménages consommateurs de riz.

Les parties qui suivent posent le problème de l'étude avant d'exposer le contexte de la hausse des prix des denrées, les différents acteurs intervenants dans la commercialisation du riz et l'intégration entre les prix des deux types de riz.

Une analyse des résultats d'enquêtes a ensuite été effectuée pour montrer l'effet de cette hausse sur le bien être des ménages.

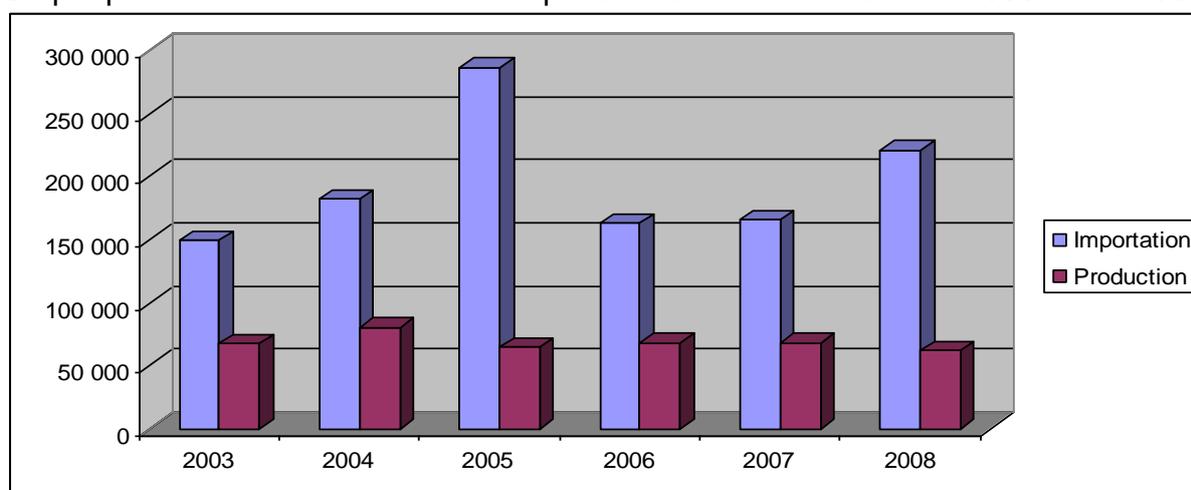
Première Partie : Cadre Théorique

1 Chapitre 1 : Problématique de l'étude

Parmi les céréales consommées au Niger, le riz est principalement d'origine importée. La production locale, principalement issue des aménagements hydro agricoles de la vallée du Niger ne correspond qu'à 1/3 des besoins en riz du pays selon des estimations faites en 2007. Dans les périodes de crises alimentaires l'offre de riz est complétée par les dons de la communauté internationale.

L'importance de ce déficit en riz favorise son importation comme le montre le graphique 1 qui donne l'évolution comparée des quantités importées et produites entre 2003 et 2008.

Graphique 1 : Evolution des importations de riz entre 2003 et 2008.



Source : INS + estimation des productions hors aménagements

Il ressort du graphique, une forte contribution des importations pour couvrir la demande en riz des consommateurs nigériens. En effet depuis 2003, les importations en riz se sont établies à environ 150.000 tonnes par an (avec un pic de plus de 250.000 tonnes enregistré en 2005) triplant ainsi la quantité produite localement.

L'enquête sur le Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base du Bien-être (QUIBB) réalisée par l'Institut National de la Statistique en 2005 donne un poids du riz correspondant à 11% sur un panier représentant 90% de la consommation alimentaire des ménages nigériens. Selon l'ONG SOS FAIM en collaboration avec la FUCOPRI la progression de la consommation de riz dans le pays ressort à environ 5% par an².

Les résultats de l'enquête du Programme Alimentaire Mondiale (PAM) de juillet 2008 donnent une proportion des dépenses de riz très importantes pour les ménages urbains. En moyenne ces ménages y consacrent plus de 40% de leurs dépenses de céréales à l'achat du riz. Ces dépenses subissent une grande fluctuation du prix du riz résultant d'une inadéquation entre l'offre et la demande et de l'effet de la conjoncture internationale.

² WWW.SOSFAIM.ORG/NIGER/FUCOPRI

L'importance croissante de cette céréale dans l'alimentation des populations nigériennes, en particulier urbaines oblige à s'y intéresser davantage. Cela est d'autant plus pertinent que la production locale de riz est insuffisante pour satisfaire l'offre nationale, les ménages urbains ont tendance à préférer et consommer le riz importé, le pouvoir d'achat des ménages est modeste au Niger et les prix du riz importé ne cessent d'augmenter sur les marchés internationaux entre 2005 et 2008.

Ainsi sur la base des constats énumérés tantôt et situant la problématique de cette étude nous posons deux hypothèses de recherche à savoir :

1. les prix du riz local et importé sont intégrés (en d'autres termes les évolutions des prix des deux types de riz sont liées) ;
2. la hausse des prix du riz importé a un impact négatif sur le bien être des ménages urbains au Niger

2 Chapitre 2 : Contexte et revue de littérature

2.1 Contexte

2.1.1 La conjoncture internationale

Depuis la fin du dernier trimestre de 2007, les prix des céréales en général et ceux du riz en particulier ont connu une hausse sans précédent. Cette hausse est valable aussi bien pour le riz importé que le riz local.

Les raisons de cette hausse sont multiples d'après plusieurs études réalisées dans ce cadre. A titre illustratif, une étude menée³ en 2008 par le gouvernement du Niger et le Système des Nations Unies (SNU) note que cette situation résulte du décalage entre l'offre et la demande de produits agricoles à l'échelle mondiale. L'étude rappelle que ces causes majeures sont liées à la conjonction de facteurs tant structurels que conjoncturels. Au titre des facteurs structurels, au plan international, il faut noter les changements climatiques et leurs conséquences sur la production agricole, la demande accrue d'aliments (notamment la viande et les produits laitiers) consécutive à l'amélioration du pouvoir d'achat des populations des économies émergentes (Brésil, Chine, Inde) et la production de biocarburants. S'agissant des facteurs conjoncturels, il a été constaté entre autres au plan international, les niveaux de stocks céréaliers mondiaux historiquement bas, les prix élevés des engrais minéraux et du transport consécutif à la hausse du coût de l'énergie, les restrictions aux exportations sur les marchés domestiques, l'affaiblissement du dollar et les phénomènes de spéculation.

L'indice FAO⁴ des produits alimentaires a augmenté de 53% entre le premier trimestre de 2007 et celui de 2008.

De sérieuses pénuries de riz et de blé s'observant sur le marché mondial ont contribué à la hausse des prix des aliments. Cette inflation des produits alimentaires a provoqué des agitations sociales à l'échelle mondiale, amenant ainsi certains

³ SECURITE ALIMENTAIRE ET FILETS SOCIAUX, BANQUE MONDIALE-NIGER, 2008

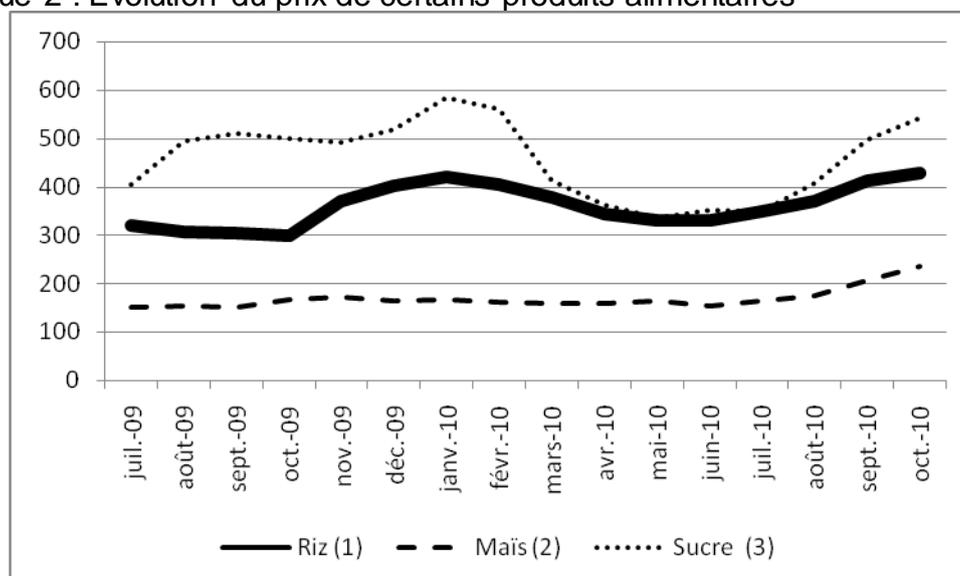
⁴ DANS LE RAPPORT DE LA FAO DE JUIN 2008 INTITULE « LA FLAMBEE DES PRIX ALIMENTAIRES : FAITS, PERSPECTIVES, EFFETS ET ACTIONS REQUISES »

gouvernements à prendre des mesures à court terme (restriction des exportations) aggravant davantage l'instabilité sur les marchés mondiaux. Parallèlement à cette augmentation des prix alimentaires, les prix des facteurs de production ont fortement progressé sur le marché international. Ainsi, le prix des engrais a été multiplié par deux, voire trois entre janvier 2007 et janvier 2008.

Nonobstant l'optimisme affiché par les projections des institutions spécialisées indiquant un léger déclin attendu entre 2009 ou 2010, le prix des denrées alimentaires devrait se stabiliser à un niveau élevé au cours des prochaines années.

En effet, les prix ont connu une stabilité voir une baisse au début de l'année 2010 mais pour reprendre à partir de juillet. D'après la note de conjoncture du 3^{ème} trimestre de 2010 de l'INS le prix de la tonne du riz a cru en moyenne de 7,8% par mois entre juin et septembre 2010. Le prix du maïs progresse, quant à lui, de 10,6% en moyenne par mois tandis que celui du sucre monte plus rapidement encore avec 12,7% par mois au cours de la même période (entre juin et septembre 2010). Il a même progressé de 21,9% entre août et septembre 2010. (voir graphique ci-dessous).

Graphique 2 : Evolution du prix de certains produits alimentaires



Source: Observatoire économique et statistique d'Afrique sub-saharienne (AFRISTAT)

Si les prix élevés des denrées alimentaires risquent d'enliser un peu plus dans la pauvreté les acheteurs nets d'aliments en ville comme en campagne, il n'en demeure pas moins que la révision à la hausse des prix aux producteurs après des décennies de bas prix, serait de nature à améliorer les revenus des producteurs et à relancer les investissements dans l'agriculture.

2.1.2 Les contraintes nationales de l'offre alimentaire

Malgré les contraintes naturelles au Niger, le secteur rural occupe une place primordiale dans l'économie nationale. Pour preuve, le secteur primaire contribue le plus à la formation des richesses nationales mesurées à travers le Produit Intérieur Brut (PIB). En 2008, ce secteur a contribué pour 43,3% au PIB au prix courant du marché. En outre, il est le premier pourvoyeur d'emplois dans la mesure où l'agriculture, l'élevage et l'exploitation des ressources forestières, fauniques et

halieutiques sont pratiqués essentiellement par les ménages ruraux qui représentent 84% de la population totale du pays.

L'agriculture continue d'occuper une place prépondérante au sein de l'économie nigérienne même si la superficie totale cultivable ne représente que 12 % du territoire. La quasi-totalité des terres cultivées est occupée par les cultures pluviales, principalement le mil, le sorgho et le niébé et, dans une moindre mesure, le manioc. Toutefois, force est de constater que la majeure partie de la production locale⁵ (environ 85% en moyenne entre 2007 et 2009), est autoconsommée, ce qui laisse très peu de possibilités d'exportation ou de commercialisation avec de sources de revenus à l'échelle micro et macroéconomique. Le mil, en tant que céréale la plus résistante à la sécheresse, représente près des deux tiers (2/3) de la production agricole totale⁶. Le coton et l'arachide qui étaient autrefois d'importantes cultures d'exportation, ne contribuent plus que de façon marginale au PIB du Niger (cf. Statistiques du commerce extérieur, Niger 2010). La persistance de la sécheresse et la pauvreté des sols, aggravée par le caractère aléatoire de la pluviométrie au Niger, pays du sahel, constituent des facteurs limitant la productivité agricole d'une manière générale. D'autres céréales comme le maïs sont cultivées mais à échelle relativement réduite. D'autre part, la production du riz local, traditionnellement réalisée le long de la vallée du fleuve Niger, souffre d'un problème de compétitivité en liaison avec les importations du riz asiatique.

Au plan national l'offre ne couvre point la demande de produits alimentaires de base car le rythme de la croissance démographique (3,3%) dépasse celui de la production agricole de l'ordre de 2,5%. Cela explique dans une certaine mesure les crises alimentaires récurrentes au Niger dont les deux dernières ont été vécues en 2010 et 2005. Le fort recours aux importations pour combler la production locale insuffisante et l'aide alimentaire, n'est pas sans occasionner une inflation sur les produits alimentaires et particulièrement le riz.

Cette hausse des prix augmente le déficit d'un pays comme le Niger qui importe de fortes quantités pour assurer sa sécurité alimentaire. A titre illustratif, le solde de la balance commerciale du Niger était déficitaire de 219,1 milliards en 2008, en aggravation de 105,2 milliards par rapport à la situation 2007. L'aggravation du déficit est dans une grande mesure expliquée par la détérioration du solde de la balance commerciale alimentaire.

2.1.3 Effets constatés des mesures d'accompagnement

Depuis le deuxième trimestre de 2007, les prix à la consommation au Niger poursuivent une certaine envolée. Selon l'Institut National de la Statistique du Niger, dans sa publication des comptes de la Nation en 2008, la tendance haussière de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) est essentiellement due à la flambée des prix des produits alimentaires. Ce renchérissement des prix des produits alimentaires étant lui-même la résultante de plusieurs facteurs imbriqués dont le coût de l'énergie, des transactions, etc.

S'agissant des produits alimentaires importés, au premier rang desquels le riz, ils ont connu une augmentation significative de leurs prix. Pour s'en convaincre, de janvier 2007 à mars 2008 le prix du riz a connu une hausse de 19%. Ce qui a conduit le

⁵ SOURCE MDA, INS

⁶ MDA

gouvernement à annoncer le 18 mars 2008, une baisse des prix du riz à travers une suppression des taxes à l'importation sur une période de 3 mois et la suspension du quota d'enlèvement obligatoire du riz local. Cette réduction a permis de faire chuter le prix du sac de 50 kg d'environ 15% de son prix initial selon les régions. Les effets de telles mesures sur le bien-être des ménages quoique positifs, ne sont pas suffisants pour pallier le problème d'accessibilité financière du riz.

2.1.4 Habitudes alimentaires et qualité nutritives de l'alimentation des ménages

Les résultats de deux enquêtes⁷ de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire de 2007 et 2008 montrent que 12% de la population sont en insécurité alimentaire sévère contre 9% en novembre 2006. L'insécurité alimentaire modérée touche 22% de la population contre 21% en 2006. Ces résultats indiquent une quasi-stabilité de la situation alimentaire d'une année à l'autre, montrant aussi le caractère structurel du déficit alimentaire au Niger

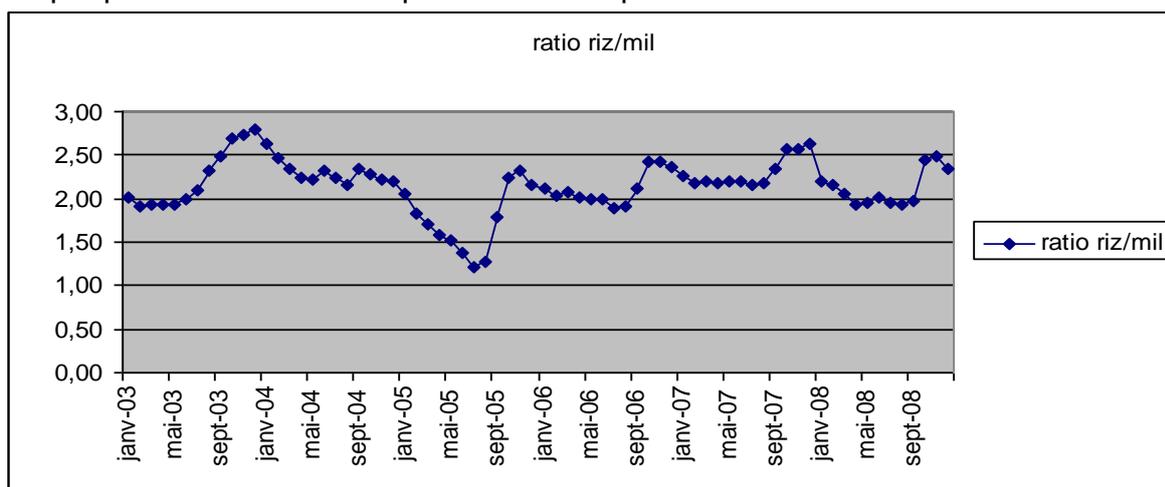
Une enquête du PAM en 2008 fait ressortir une détérioration de la situation alimentaire. La proportion des ménages avec une consommation alimentaire pauvre qui a considérablement augmenté passant de 18.4% en décembre 2007 à 35.8% en juillet 2008 dans les centres urbains enquêtés. Le score moyen de consommation alimentaire a baissé de 14 points entre les deux périodes (65.6 en décembre 2007 contre 51.5 en juillet 2008).

L'enquête nationale budget consommation (ENBC) de 2008 montre une place très importante du riz dans la consommation des ménages urbains et du mil dans la consommation des ménages ruraux. En effet, plus de la moitié : 52% (contre 22% pour le mil) des dépenses des principales céréales sèches (mil, riz, sorgho, maïs) sont consacrées au riz contre 10% en milieu rural (contre 74% pour le mil).

Les ménages dont les niveaux de revenu n'ont pas évolué corrélativement à la hausse des prix des denrées adaptent leur consommation en substituant le riz aux céréales sèches comme le mil, le sorgho ou le maïs. L'ENBC souligne que les pauvres urbains consacrent 31% de leurs dépenses de céréales en mil et 39% pour le riz (contre respectivement 19% et 59% pour les ménages non pauvres urbains).

⁷ Les Sources : (1) Enquête conjointe Gouvernement/PAM/UNICEF/FAO/CILSS/FEWS NET de décembre 2007 ; (2) Enquête conjointe SIMA, SAP, PAM, FAO, PNUD, FEWS NET, CILSS, CRS juillet, 2008 (Draft #1)

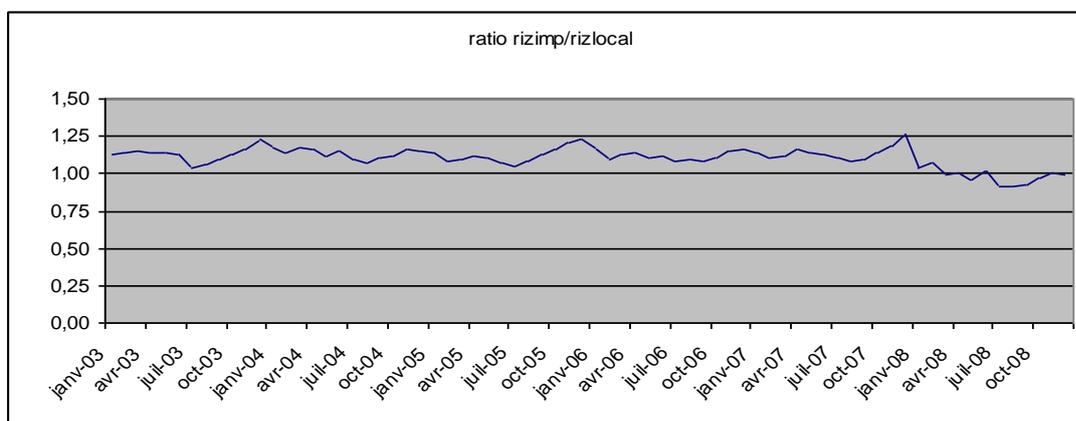
Graphique 3 : Ratio entre le prix du riz et le prix du mil entre 2003 et 2008



Le graphique 2 montre une variation du ratio du prix du riz sur le mil entre 1,5 et 3. Ce qui témoigne toutes choses égales par ailleurs, de l'existence chez les ménages, d'une bonne marge de substitution entre le mil et le riz entre 2003 et 2008.

Cette marge ne semble pas assez importante pour le riz local comme le montre le graphique 3 ci-après. En effet, on observe une faible variabilité du ratio riz importé / riz local entre 2003 et 2008. Ce qui traduit une indifférence des ménages par rapport au type de riz.

Graphique 4 : Ratio entre le prix du riz importé et le prix du riz local entre 2003 et 2008



Le ratio entre le prix du riz importé et celui du riz local est légèrement fluctuant entre 2003 et 2008 avec une faible amplitude de variation observée sur la période. Cela traduit toutes choses égales par ailleurs, un effet négligeable sur le changement de comportement des ménages par rapport à l'achat de l'une ou l'autre catégorie de riz.

3 Chapitre 3 : Méthodologie

3.1 Sources de données

Cette étude utilise les séries des prix mensuels du riz importé et riz local du système d'informations sur les marchés agricoles (SIMA) de 2003 à 2008 et des données d'une enquête ménage réalisée par le PAM en 2008.

Une revue documentaire a permis de faire le point sur les principales études sur le riz au Niger notamment les politiques et procédures en vigueur en matière d'importation de riz et ensuite de présenter les principales caractéristiques sur les acteurs et les circuits de commercialisation de cette denrée.

Une description des différentes séries est effectuée pour étudier les composantes des séries notamment les tendances, saisonnalités et facteurs stochastiques. Les séries utilisées sont normalisées avec l'IHPC qui est l'indice harmonisé des prix à la consommation, indicateur de mesure de l'inflation utilisé par l'INS Niger

3.2 Traitement des données : Analyse de cointégration

Dans l'étude des séries chronologiques, la rigueur scientifique des relations recherchées requiert d'identifier et d'annuler les effets pouvant empêcher une stabilité des liaisons que l'analyste cherche à mettre en évidence dans le temps. Par exemple pour analyser dans le temps, la relation entre les prix du riz importé et les prix du riz local, il est important de recourir à une analyse pour s'assurer de la stabilité des tendances observées à long terme, entre les prix des deux catégories de riz.

L'analyse de la cointégration, une des méthodes privilégiées appliquées pour le traitement des séries brutes initiales, vise à identifier clairement la relation véritable entre les deux séries de prix en recherchant l'existence d'un vecteur de cointégration et éliminant son effet, le cas échéant.

Encadré 1 : Cointégration entre deux variables

Deux séries x_t et y_t sont dites cointégrées si les deux conditions sont vérifiées

1. Elles sont affectées d'une tendance stochastique de même ordre d'intégration d
2. Une combinaison linéaire de ces séries permet de se ramener à un ordre d'intégration inférieur

Méthode d'Engel et Granger en deux étapes

Etape 1 : test de l'ordre d'intégration des variables

La condition 1 ci-dessous est nécessaire et il convient d'utiliser le test de ADF pour déterminer soigneusement le type de tendance déterministe ou stochastique de chacune des variables et l'ordre des chroniques étudiées.

Etape 2 : Estimation de la relation de long terme

Si la condition nécessaire est vérifiée, on estime par les MCO la relation de long terme entre les variables $y_t = ax_t + b + \varepsilon_t$. Pour que la relation de cointégration soit acceptée le résidu e_t issue de cette régression doit être stationnaire $e_t = y_t - ax_t - \hat{b}$

Le modèle à correction d'erreur sera alors estimé dès que la stationnarité du résidu est vérifiée. On utilisera aussi les MCO pour estimer la relation de long terme et celle du modèle dynamique (court terme). On rappelle qu'une série est stationnaire si sa moyenne, sa variance et ses autocovariances sont indépendantes du temps. Il s'agit ici d'utiliser le test de Dickey Fuller Augmenté pour vérifier l'existence d'une racine unitaire et conclure de la stationnarité ou non des séries.

Encadré 2 : Test de Dickey Fuller

Test de Dickey Fuller (DF) :

Ces tests permettent de mettre en évidence le caractère stationnaire ou non d'une chronique par la détermination d'une tendance déterministe ou stochastique.

Les modèles servant de base à la construction de ces tests sont au nombre de trois et Le principe du test est simple $H_0: \phi = 1$ est retenu dans l'un des trois alors le processus est non stationnaire.

$$x_t = \phi_1 x_{t-1} + \varepsilon_t$$

$$x_t = \phi_1 x_{t-1} + \beta + \varepsilon_t$$

$$x_t = \phi_1 x_{t-1} + b_t + c + \varepsilon_t$$

Modèle autorégressif d'ordre 1

Modèle autorégressif avec constance

Modèle autorégressif avec tendance

Les principes généraux consistent à estimer par les MCO le paramètre $\hat{\phi}_t$ pour les équations ci-

dessus. L'estimation des coefficients et des écarts types du modèle par MCO fournit des un t-

statistique $t_{\hat{\phi}}$ analogue à celui de student (rapport du coefficient sur non écart type). Si $t_{\hat{\phi}} \geq t_{\text{tabulé}}$,

alors on accepte l'hypothèse H_0 . il existe donc une racine unitaire et le processus n'est pas stationnaire.

Quand le processus ε_t n'est plus un bruit blanc on parle de test de Dickey Fuller Augmenté (ADF).

Le principe de base des tests est basé sur une hypothèse alternative $|\phi| < 1$ sur l'estimation des modèles suivants

$$\Delta x_t = \rho x_{t-1} - \sum_{j=2}^p \phi_j \Delta x_{t-j+1} + 1$$

$$\Delta x_t = \rho x_{t-1} - \sum_{j=2}^p \phi_j \Delta x_{t-j+1} + c + 1$$

$$\Delta x_t = \rho x_{t-1} - \sum_{j=2}^p \phi_j \Delta x_{t-j+1} + b_t + c + 1$$

Le test se déroule de la même manière que le test de DF simple

3.3 Intégration des prix du riz importé et du riz local

L'étude de l'intégration s'est plus focalisée sur l'aspect spatial. Depuis l'ouvrage précurseur de Ravallion [1988], ce domaine dispose d'une littérature de plus en plus étoffée et qui n'a cessé de se renouveler [Palaska, Harris-White, 1997 et 1993 ; Dercon, 1995; Alexander, Wyeth, 1994].

Le concept⁸ qui sert de base aux tests d'intégration spatiale des marchés est le suivant : deux marchés ou plus sont dits intégrés si la variation du prix sur un marché est transmise partiellement ou totalement (degré d'intégration) aux autres marchés. Comme le montre Baulch [1997], les méthodes utilisées dans ces articles sont imparfaites, notamment parce que les tests d'intégration sont réalisés à partir de l'estimation économétrique d'un modèle réduit, qui est construit sans référence à un modèle plus structurel de formation et d'interaction des prix sur et entre les différents marchés. Néanmoins, nous reprendrons ce type de méthode parce que, bien qu'imparfaites, elles apparaissent suffisamment robustes pour répondre aux questions posées. En effet, elles n'ont pas pour objectif de découvrir tous les déterminants d'un prix sur un marché, mais visent principalement à voir si les prix

⁸ CE CONCEPT SIGNIFIE AUSSI UNE CORRELATION EN TERMES D'EVOLUTION DES PRIX DES DENREES SUR LES MARCHES

évoluent de façon conjointe sur différents marchés. Les prix sont supposés contenir l'ensemble des informations qui caractérisent les marchés.

Les corrélations entre les séries peuvent être artificielles, c'est-à-dire uniquement dues à la présence d'un même cycle saisonnier et/ou d'une même tendance dans les différentes séries. D'où la nécessité de différencier aux besoins pour les rendre stationnaires et ôter le trend. Une série qui ne présente ni tendance, ni saisonnalité est dite stationnaire. Les analyses de cointégration de séries statistiques ont alors un double intérêt pratique et théorique. D'un point de vue pratique, elles permettent de réaliser des analyses économétriques à partir de séries non stationnaires. Ainsi, deux séries (ou plus) non stationnaires sont cointégrées s'il existe une combinaison linéaire de ces séries qui est stationnaire. D'un point de vue théorique, lorsque deux séries (ou plus) sont cointégrées, il existe une relation d'équilibre de long terme qui lie ces séries. Tout écart à l'équilibre est alors corrigé dans le temps. Ce deuxième aspect de la cointégration des séries est particulièrement intéressant pour l'étude de l'intégration des marchés. Dès lors qu'une relation d'équilibre de long terme s'établit entre les prix des différents marchés, ces marchés sont intégrés à long terme. Tout choc de prix sur un ou plusieurs marchés est corrigé dans le temps et les différents prix retrouvent leur niveau d'équilibre. Les modèles à correction d'erreurs permettent ensuite de modéliser la dynamique de court terme en tenant compte de l'équilibre de long terme.

La littérature existante sur l'intégration des marchés se focalise essentiellement sur l'explication des fluctuations spatiales des séries de prix mais il existe des auteurs qui exploitent des aspects autre que la variabilité spatiale notamment la transmission "verticale" de prix par exemple du prix de gros au prix en détail.

L'idée principale de cette partie est de voir si les prix du riz importé et du riz local évoluent de façon conjointe sur les mêmes marchés. L'existence de cette relation de long terme nous permettra de vérifier l'hypothèse selon laquelle les consommateurs n'ont pas une préférence entre les deux produits si le prix est le seul critère de choix.

Une synthèse d'études analysant les préférences des consommateurs note que le comportement de la plupart des consommateurs est d'abord orienté par les prix que par la qualité du produit. Toutefois, la notion de qualité repose sur un ensemble de paramètres variant selon le groupe d'acteurs et même entre les acteurs d'un même groupe. Un diagnostic de l'évolution de la filière en 2004 montre qu'au-delà du prix du riz, les préférences des consommateurs varient selon leur niveau de revenu et d'autres types de facteurs comme l'entièreté du grain, le gonflement à la cuisson, etc.

3.4 Mesure de l'effet de la hausse du prix du riz

Dans le cadre de cette analyse, des données d'une enquête du PAM réalisée en 2008, ont été utilisées pour apprécier l'impact de la hausse des prix sur les ménages notamment urbains.

Il s'agit ici d'utiliser les seuils de pauvreté de 2007/2008 construits sur la base du panier de 2005 auquel un déflateur du moment a été appliqué. Ce qui permet d'attribuer l'évolution des seuils au coût de la vie et non aux éventuelles modifications de la structure de consommation. Ces seuils seront appliqués aux données disponibles pour déterminer les taux de pauvreté sur les bases des dépenses des ménages issues de l'enquête. Il a ensuite été fait recours à des

estimations des dépenses en riz des ménages pour calculer à nouveau les taux de pauvreté dans l'hypothèse que ces dépenses en riz sont des revenus additionnels pour les ménages.

Les proportions des dépenses alimentaires et en riz dans les dépenses globales seront aussi calculées ainsi que l'élasticité de Deaton. L'évolution du pouvoir d'achat des ménages traduit en équivalent riz sur la base des prix de cette denrée entre 2003 et 2008 sera aussi analysée selon le quintile de revenu des ménages.

Ces indicateurs permettront d'affiner les analyses de l'impact de la hausse des prix sur les ménages.

3.5 Limite de l'étude

La principale limite de cette étude est l'absence d'une matrice⁹ de comptabilité sociale et/ou d'un modèle d'équilibre général au niveau de la comptabilité nationale. Ce qui ne permet pas de faire des simulations prenant en compte toutes les branches et secteurs de l'économie fortement inter reliés.

Deuxième partie : Cadre pratique

4 Chapitre 4 : Structure de l'offre et de la demande de riz

4.1 L'offre

Le riz consommé au Niger provient de trois sources principales

- La production locale de paddy issue des Aménagements Hydroagricoles (AHA) et celle obtenue en dehors des AHA.
- Les importations commerciales.
- Les aides alimentaires¹⁰.

La structure de l'offre sur le marché nigérien révèle une forte prédominance des importations commerciales (65%). L'équivalent en riz transformé de la production nationale commercialisée représente environ 21% de cette offre. Il faut noter que cette structure se modifie en faveur de la production nationale. En année de production céréalière déficitaire la transformation de cette structure se traduit par un relèvement des importations et parfois des aides alimentaires comme en 2005. Des études ont néanmoins montré que certaines hausses des importations commerciales ne procèdent pas d'un commerce orthodoxe mais relève d'une stratégie entre exportateurs et importateurs dont les intérêts ne sont pas tout de suite perceptibles.

Les importations de riz varient aussi selon la fluctuation de la production agricole mondiale.

⁹ LES MODELES D'EQUILIBRE GENERAL CALCULABLE (MEGC) PERMETTENT DE MESURER LES IMPACTS DES MESURES DE POLITIQUES EN PRENANT EN COMPTE TOUTES LES BRANCHES DE L'ECONOMIE NATIONALE. ILS NECESSITENT CEPENDANT QUE LA COMPTABILITE NATIONALE DISPOSE D'UNE MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE, OUTIL INDISPENSABLE POUR CONCEVOIR LE MEGC.

¹⁰ L'APPUI DU PAMEN 2008 A PRES DE 35.000 TONNES

Tableau1 : Structure de l'offre de riz au Niger de 2003 à 2008 (en tonnes)

Années Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Importations	149495,9	182185,5	286667,8	163074,5	165710,0	221376,4
Production Nationale	67400	80400	64700	68500	68500	62000
Aide alimentaire	nd	nd	44558,1	24158,7	17058,4	21095,4
Offre totale			395925,9	255733,2	251268,4	304471,92
ratio importations/Offre			72,4%	63,8%	65,9%	72,7%

Sources : INS et nos calculs basés sur l'exploitation des bilans et rapports du PAM et OPVN

La structure de l'offre montre une prédominance des importations (environ 73% en 2008). La production agricole sous forme de paddy provient essentiellement des Aménagements Hydro Agricoles (AHA) exploités par des coopératives rizicoles. Les importations commerciales qui sont effectuées essentiellement à partir des pays asiatiques évoluent chaque année. Dans le tableau ci-dessus on observe un pic qui résulte de la crise alimentaire connue en 2005 dans le pays. La hausse relative de ces importations s'expliquent entre autres par :

- Le déficit régulier de la production céréalière aggravé par la croissance démographique qui grève la demande nationale ;
- La spéculation des commerçants qui jouent sur les périodes de commercialisation ;
- Le changement des habitudes alimentaires surtout dans les zones urbaines.

Les aides alimentaires sont de deux ordres :

- aides directes entre états comme l'aide japonaise commercialisée par l'OPVN ;
- aides à travers les projets et institutions internationales comme le PAM.

Il faut noter que l'importance relative des importations de riz au Niger a commencé à la fin de la décennie 1990 où le pays avoisinait les 100.000 tonnes de consommation de riz par an. D'après une étude de PAFRIZ en 2002, cela s'explique par une conjonction de plusieurs facteurs entre autres :

- le déficit prononcé de la production céréalière qui aurait engendré une forte demande de substitution du riz au mil au niveau des ménages surtout urbains
- la baisse des prix internationaux de riz qui aurait favorisé les importations et facilité l'accès des ménages à faibles revenus ;
- le développement de la fonction de stockage par les commerçants spéculateurs.

A ces facteurs s'ajoute le manque de fluidité de l'offre de riz local pour lequel les vendeurs n'ont pas toujours la possibilité de s'adresser à l'acheteur le plus offrant.

4.1.1 La production

Le riz est produit principalement dans la vallée du fleuve Niger à l'ouest et au bord de la rivière komadougou située à l'est du pays. La majorité des producteurs exploitent les aménagements hydroagricoles (AHA) et vendent le paddy au Riz du Niger (RINI).

Suite à des difficultés financières du RINI qui devrait conduire à sa privatisation entre 1999 et 2003, une opération sauvetage de la filière riz a été initiée par le gouvernement à travers l'Office des Produits Vivriers du Niger (OPVN).

Il s'agit d'une opération qui fait intervenir trois groupes d'acteurs à savoir : les producteurs à travers la FUCOPRI (Fédération des Unions de Coopératives de Riz) qui produisent et vendent le paddy ; l'OPVN qui achète le paddy et le met à la disposition des unités de transformation représentées par le RINI qui assure le décorticage du paddy sous forme de prestation de service à l'OPVN et qui remet le produit fini et ses sous produits à l'OPVN .

Depuis 2001, la Fédération des Unions des Coopératives de Riz a été impliquée à travers l'opération « sauvetage de la filière riz » qui a permis de faciliter :

- La réduction des coûts de l'énergie sur les aménagements ;
- La vente des intrants (engrais, matériels agricoles) à prix modérés ;
- Le renforcement des organisations socioprofessionnelles pour assurer la commercialisation du riz.

Des préoccupations subsistent cependant notamment sur la viabilisation des aménagements hydro-agricoles et l'intensification de la production agricole dans ce contexte de libéralisation et de désengagement de l'Etat.

4.1.2 Les importations du riz au Niger

Le Niger a libéralisé en 1984 le commerce des céréales et pour exercer cette activité de commerce, il faut remplir les conditions d'intention d'importer ou d'exporter, d'enregistrement statistique, d'un certificat phytosanitaire et de paiement des taxes.

Quelques mesures sont cependant prises pour favoriser le développement de la filière de riz local. Il s'agit entre autres de

- La prise en compte du riz dans le stock national de sécurité
- L'enlèvement obligatoire sur la production locale de 10% de la quantité de riz à importer
- La limitation des importations aux besoins non couverts par la production nationale par un système de contingentement
- Le prélèvement sur la production locale de toutes les consommations de l'État en riz.

4.1.3 Les dons

Les aides alimentaires en riz sont enregistrées presque chaque année dans le pays et augmentent ainsi l'offre. Le Japon et le Programme Alimentaire Mondial (PAM) fournissent une part importante de l'aide alimentaire en riz. Il est cependant à noter que l'aide japonaise, contrairement à celle du PAM distribuée gratuitement sans contrepartie, s'effectue sous forme de vente à prix réduits à travers l'OPVN et les recettes sont utilisées pour exécuter des projets de développement.

Les statistiques sur le niveau de l'aide alimentaire ne sont pas exhaustivement contrôlées car certains dons effectués par des ONG, Associations ou autres ne sont pas enregistrés dans le circuit officiel.

4.2 La demande

4.2.1 Les besoins des consommateurs

Ils connaissent de grands changements sous l'effet de l'augmentation du niveau de vie, de la technologie, de la publicité ; etc. Une étude du Riz du Niger en 2002 note que la consommation croissante de riz au Niger est façonnée par les habitudes alimentaires des ménages surtout dans les centres urbains. La consommation annuelle officielle de riz par personne est estimée à 18kg qui correspond à moins de 10% de la consommation totale de céréale par personne estimée à 231 kg. Cependant, selon une étude de Koré (2004) la consommation se situerait à 24kg/personne/an.

Le riz constitue une bonne céréale de substitution et les facteurs suivants peuvent être à l'origine de cette dynamique : La préférence du consommateur, la fréquence de consommation, l'importance du prix dans la prise de la décision d'achat, les modalités d'achat, l'effet de substitution, etc.

Ainsi, bien que le prix soit très important dans la décision d'achat, le consommateur Nigérien a des préférences qui varient selon une étude de Coste (2003). En effet, cette étude met en lumière une segmentation du marché selon les grandes lignes suivantes¹¹ :

- Les pauvres urbains préfèrent le riz importé (bas de gamme, 25% brisure) car il gonfle davantage à la cuisson que le riz local (insuffisamment sec) ;
- Les riches urbains se tournent vers le riz de luxe (riz parfumé asiatique, riz étuvé américain) ;
- Les ruraux de la vallée du fleuve consomment presque exclusivement le riz local étuvé. Ces préférences du consommateur Nigérien portent sur le riz local 32 et 33.

Pour le prix il y a encore des clarifications à apporter sur sa formation à l'échelle nationale où le riz importé coûte plus cher à la consommation que le riz local contrairement à ce qui est observé lors de la comparaison des prix à la production¹³. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette différence dont entre autres :

- Une mauvaise répartition spatiale de l'offre de riz local ;

Une sous estimation de certains coûts¹⁴ dans la formation du prix du riz local (transformation, distribution, vente) par les riziculteurs dont un grand nombre interviennent dans un cadre non structuré.

¹¹ EXTRAIT DU DIAGNOSTIC DE L'ÉVOLUTION DE LA FILIÈRE RIZ DU PAFRIZ EN 2004. P15

¹² CES RIZ SONT PRODUITS PAR LE RINI ET SSL ET LA DIFFÉRENCE PORTE SUR LE CONTENU EN GRAIN (LONG, CASSE) ET LE DEGRÉ DE BLANCHISSEMENT

¹³ Cf SECTION SUR LA COMPÉTITIVITÉ DU RIZ LOCAL PAR RAPPORT AU RIZ IMPORTÉ

¹⁴ DANS SON OUVRAGE MARCHÉ ET PRIX AGRICOLE R. DARPOUX QUI DIT QU'EN AGRICULTURE LE PRIX PERÇU PAR L'AGICULTEUR DÉPEND CERTES DE L'IMPORTANCE DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE MAIS AUSSI DES CONDITIONS DE TRANSFORMATION, DE DISTRIBUTION ET DE VENTE. P 111.

4.2.2 Compétitivité riz local et riz importé¹⁵

Cette compétitivité peut être évaluée selon deux approches : l'une économique et l'autre financière :

a. Approche économique

Elle prend en compte le prix de revient des importations déduction faite des droits de douanes et taxes. Le prix de revient moyen du riz importé est de 225.000 FCFA/tonne. En déduisant les droits et taxes de douanes ainsi que la taxe de péréquation, on obtient un prix hors taxe de $225.000 - 50625 = 174.379$ FCFA. Ce prix comparé à celui du RINI (240.000 FCFA) donne un coefficient de 1,4. Ce qui veut dire que le prix de revient du riz local est plus élevé que celui du riz importé. Ce qui fait un manque de compétitivité de la production locale.

b. Approche financière

Elle tient compte du prix de revient toutes taxes comprises et ce prix a été évalué à 225.000 FCFA/tonne pour le riz importé. Ce prix comparé à celui du riz local (240.000) donne un coefficient de 1,06 soit une différence de 6% du prix de revient du local par rapport au riz importé.

Donc de façon générale on peut dire que, le prix du riz importé est plus compétitif que celui de la production locale. Cependant, une étude de Coste en 2003 montre que le prix de revient du kg riz local se situe entre 64 et 213 francs alors que celui du riz importé se situe entre 178 et 207 francs. La grande incertitude dans cette étude d'analyse de la filière porte sur la maîtrise des marges commerciales des importateurs et autre intermédiaires.

4.2.3 Organisation des acteurs de la filière

Il existe des acteurs privés (commerçant, coopératives, transformateurs, étuveuses, RINI, etc) et des acteurs institutionnels (OPVN, ONG, etc...) dans la chaîne de valeur de la filière Riz.

Le paddy est commercialisé principalement par les coopératives qui le collectent sous forme de redevance auprès des producteurs. Ces derniers vendent aussi aux unités de transformation, aux commerçants et collecteurs sur les marchés ruraux.

Le circuit de commercialisation du riz importé est dominé par un réseau de commerçants et les aides alimentaires par l'OPVN et des institutions comme le PAM et les ONG.

4.2.4 Les acteurs privés

Les commerçants grossistes, semi-grossistes, détaillants ont investi dans le secteur de la commercialisation en important le riz après la fin du monopole d'état en 1984. Malgré cette libéralisation, le marché d'importation du riz est une espèce d'oligopole entre les mains de quelques commerçants grossistes qui approvisionnent le pays en riz importé. Ces derniers n'interviennent pas dans le commerce de riz local qui présente des marges bénéficiaires moins importantes que celles du riz importé.

Il n'y a pas beaucoup de concurrence entre ces commerçants qui entretiennent des bonnes relations entre eux et avec les institutions financières de la place. La

¹⁵ CETTE SECTION EST UN RESUME TIRE DU RAPPORT DU PAFRIZ SUR LE DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE RIZ EN 2002

variation du niveau de stocks chez un de ces commerçants peut influencer sur les prix en vigueur sur les marchés.

Les semi-grossistes et détaillants qui assurent le transfert du produit aux consommateurs interviennent dans les deux catégories de riz (local et importé). Pour le riz importé, ils négocient avec les grossistes évoqués ci haut. L'organisation est plus structurée autour du riz importé où les relations basées sur la confiance permettent à ces derniers de prendre le produit à crédit auprès des grossistes.

Pour le riz local, ils entretiennent des relations avec des collecteurs et les femmes étuveuses. On observe une coexistence du paddy et du riz décortiqué. Parfois les semi-grossistes achètent et stockent du paddy qu'ils mettent ensuite à la disposition des femmes et de certains transformateurs du riz parfois à crédit. Ces derniers vendent le riz décortiqué/étuvé sur les marchés ruraux avec des marges bénéficiaires leur permettant de rembourser les semis grossistes et de constituer des fonds de roulement leur permettant à moyen terme de développer leur propre affaire.

Les coopératives qui regroupent les exploitants des périmètres rizicoles collectent à la fin de chaque campagne du paddy comme rémunération de leurs services sous forme de redevance et autres charges diverses. Les producteurs aussi interviennent dans ce circuit en vendant directement leur production de paddy nette de l'autoconsommation.

L'étuvage du riz est un ensemble d'étapes qui va du trempage du paddy, à la vaporisation en passant par le séchage, le décortilage et le vannage.

Les femmes étuveuses constituent un maillon important du circuit de commercialisation du riz dans la vallée du fleuve où ce riz étuvé est assez apprécié. Les coûts financiers de l'étuvage n'étant pas très important permettent à ces femmes de réaliser des marges bénéficiaires satisfaisantes. Leur activité n'est cependant pas très structurée, ce qui ne leur permet pas de traiter des quantités importantes de paddy.

Le RINI était jusqu'en 1998 une société d'économie mixte détenue à 30% par l'Etat, à 23% par les coopératives rizicoles et le reste par les opérateurs privés. Suite à ses difficultés financières survenues avec la libéralisation de la filière riz, la société entre dans un processus de privatisation qui n'a toujours pas abouti. Face à ce constat et le risque de faillite encouru, l'Etat est intervenu en 2003 à travers l'OPVN. La société est ainsi appuyée par l'OPVN à travers la transformation du paddy collecté auprès des coopératives. Ainsi entre 2003 et 2008, l'OPVN a acheté près de 35.000 tonnes de riz paddy pour une valeur d'environ 4,8 milliards de FCFA. L'Etat a même inscrit en 2009 un budget de près de 500.000 millions de FCFA pour le fonctionnement du RINI.

L'objectif du RINI est toujours de collecter et transformer 1/3 de la production de paddy issue des AHA, mais pour diverses raisons cet objectif n'a jamais été atteint. Il pratique la vente en gros et en détail dans les kiosques de la CUN.

Il existe d'autres intervenants privés dans la filière qui assurent la collecte, la transformation et la commercialisation du paddy. L'une des plus importantes est la société SSL¹⁶ qui exploite des mini rizeries et collabore avec des réseaux de commerçants, coopératives et institutions bancaires.

¹⁶ RIZERIE PRIVEE

4.2.5 Les acteurs institutionnels

Il s'agit de l'OPVN, du PAM, et de certaines ONG qui interviennent principalement dans le circuit du riz importé aux fins d'aide alimentaire directe ou indirecte, gratuite ou monétisée. En effet les modalités d'aides alimentaires sont variables. Ils peuvent être commercialisés à des prix réduits ou servir de rémunération ou tout simplement destinée de manière gratuite. Quelque soit la forme, ces aides peuvent porter préjudice à la production nationale et au fonctionnement normal du marché.

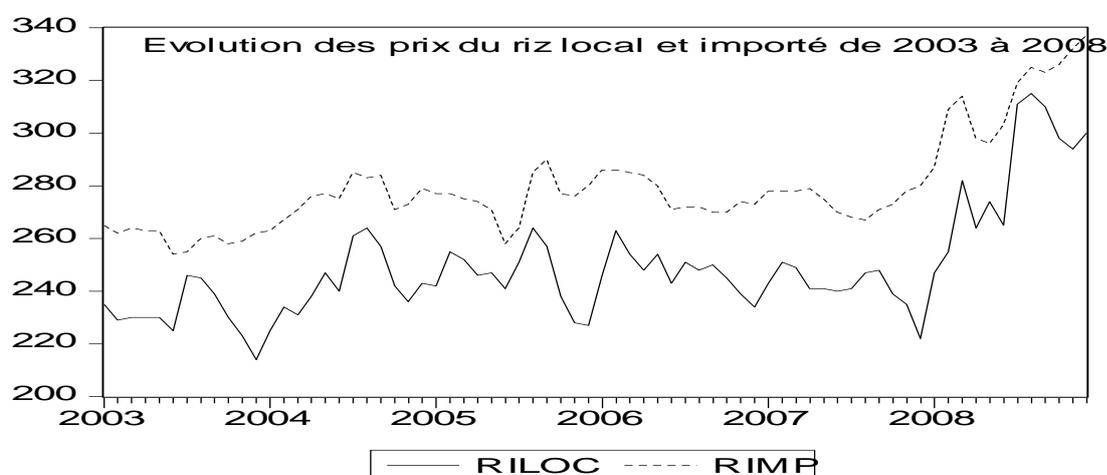
5 Chapitre 5 : Dynamique des prix du riz au Niger

5.1 Variabilité et Dynamique saisonnière des prix

Cette partie compare les prix à la consommation des deux types de riz. Au Niger le riz local est fortement concurrencé par le riz importé comme noté ci haut (cf. chap. 5). Il faut cependant noter que le riz local n'est pas constamment disponible dans tous les marchés suivis par le SIMA contrairement au riz importé. Par conséquent les moyennes utilisées ne prennent en compte que les marchés où le prix a été collecté dans la période considérée.

Cette mauvaise répartition spatiale peut s'expliquer par le fait que malgré la non compétitivité du riz local, le prix au consommateur du riz importé est toujours supérieur à celui du riz local à l'échelle nationale comme le montrent les graphiques ci-dessous.

Graphique 5 : Evolution des prix du riz importé et du riz local



Quelle est la source ?

Ce graphique montre tout de même des tendances concordantes entre les prix des différentes catégories de riz (importé et local) et corrobore les soupçons de cointégration énumérés ci haut.

L'analyse du comportement des prix dans le temps permet de saisir les fluctuations saisonnières des prix et de mettre en évidence des années de crise de prix.

Il ressort du graphique 4 une certaine stabilité des prix du riz importé et du riz local de 2003 à fin de 2007 où le prix réel du kg de riz a franchi la barre de 300 FCFA. Aussi, malgré la tendance baissière qui a caractérisé le prix du riz jusqu'en 2005, une étude du PAFRIZ montre que cette situation favorable sur les marchés internationaux

ne s'est pas bien répercutée sur les marchés du Niger. Les acteurs situés en haut de la chaîne d'importation (commerçants importateurs et grossistes) n'ont pas fait bénéficier le consommateur final de la baisse qui a prévalu en cette période au plan international. Ces intermédiaires profitent en effet de leur situation de quasi oligopole avec des marges de 59% au sac et 41% au kg selon leur position. Précisions aussi que cette stabilité du prix du riz importé est aussi liée à la réglementation des importations de riz à travers le ministère du commerce qui suit le prix du riz et délivre les licences d'importations.

Les prix du riz ne présentent donc pas de profil saisonnier marqué par les fluctuations de la production locale et les flux d'importations. On constate cependant des baisses régulières du prix du riz local autour du mois de janvier qui correspond à la période de récolte sous pluies du riz. Le riz local connaît une légère hausse entre Juin et Aout qui correspond à la période de soudure avant de retomber en octobre/novembre avec l'arrivée des nouvelles récoltes de céréales sèches.

5.2 Caractéristiques des séries des prix

Il s'agit ici d'analyser la stationnarité des séries des prix. Dans le chapitre méthodologique, il a été précisé en amont que l'analyse de cointégration se fait sur des séries non stationnaires.

Les tests sur les séries des prix de riz sont effectués directement sur Eviews¹⁷. Les Corrélogrammes des prix du riz local et du riz importé montrent déjà des débordements des termes au-delà des intervalles de confiances. Ce qui peut traduire l'existence d'une racine unitaire au niveau ces séries. Les résultats des tests montrent la stationnarité du riz local et du riz importé. On voit que la statistique t_{ϕ} empirique du test est supérieure aux valeurs critiques tabulées quelque le seuil considéré. Ce qui confirme l'existence de la racine unitaire, donc les séries ne sont pas stationnaires. (voir annexe4).

Nous acceptons donc l'hypothèse H_0 (la série possède une racine unitaire). Les séries sont ainsi représentées par un processus DS et la bonne manière de stationnarisation¹⁸ est celle des différences premières. Les niveaux de différenciation (première, deuxième,...) permettent de rendre stationnaires des séries qui ne le sont pas au départ.

D'une manière pratique sur eviews¹⁹, il suffit de récupérer les résidus des régressions issues des tests effectués pour vérifier leur stationnarité. Ce que confirme les résultats du test.

¹⁷ LOGICIEL D'ANALYSE ECONOMETRIQUE

¹⁸ CE CONCEPT VEUT DIRE QUE LES SERIES ONT UNE DISTRIBUTION CONSTANTE DANS LE TEMPS

¹⁹ LOGICIEL D'ANALYSE STATISTIQUE

Encadré 3 : Explication des processus Trend Stationnary et Difference Stationnary

Processus TS (*trend stationnary*) : Il s'écrit $x_t = f_t + \varepsilon_t$ ou f_t est une fonction polynomiale du temps linéaire ou non linéaire et ε_t un processus stationnaire. Ce type processus le plus répandu est la fonction de degré 1 $x_t = a + b_t + \varepsilon_t$. Il peut être stationnarisé en retranchant de la valeur de x_t la tendance estimée par $a + b_t$. Dans ce type de modélisation l'effet d'un choc est transitoire, car le modèle étant déterministe la série retrouve son mouvement de long terme caractérisé par la tendance.

Processus DS (*Differency Stationnary*) : Il nécessite l'utilisation de filtre aux différences pour être stationnarisé : $(1-D)^d x_t = \beta + \varepsilon_t$ ou ε_t est un processus stationnaire, D l'opérateur décalage et β une constante réelle. On utilise très souvent les différences premières $d=1$. $(1-D)x_t = \beta + \varepsilon_t \Leftrightarrow x_t = x_{t-1} + \beta + \varepsilon_t$
Si $\beta = 0$ le processus est dit sans dérive et si $\beta \neq 0$ il est dit avec dérive.

5.3 Analyse de la cointégration des prix

La cointégration entre deux séries signifie qu'il y a au moins une relation d'équilibre de long terme entre ce qui les unit. Cela implique un mécanisme de correction d'erreurs qui empêche les variables de trop s'écarter de leur équilibre à long terme. Nos deux séries étant des processus DS d'ordre 1 nous pouvons appliquer les deux étapes de la cointégration.

Etape1 : Régression de la série du riz importé sur le riz local

Dependent Variable: RIMP
Method: Least Squares
Date: 10/31/09 Time: 13:24
Sample: 2003:01 2008:12
Included observations: 72

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
RILOC	1.119824	0.005424	206.4653	0.0000
R-squared	0.613628	Mean dependent var		279.4583
Adjusted R-squared	0.613628	S.D. dependent var		18.50157
S.E. of regression	11.50036	Akaike info criterion		7.736425
Sum squared resid	9390.333	Schwarz criterion		7.768045
Log likelihood	-277.5113	Durbin-Watson stat		0.820969

Etape 2 : Test de stationnarité sur les résidus de la régression

On trouve un t calculé inférieur au t tabulé quelque soit le niveau de confiance (voir annexe 2). On rejette donc l'hypothèse H0 d'existence de la racine unitaire qui conclut à la stationnarité du résidu.

Cette stationnarité des résidus montre qu'il existe une relation de long terme entre le prix du riz importé et du riz local. Ces séries de prix sont non stationnaires et

cointégrés d'ordre 1 [CI(1,1)], il convient donc d'estimer leur relation à travers un modèle à correction d'erreur (ECM error Correction model) d'Engel et Granger (1987).

Encadré 4 : Modèle à correction d'erreur

Modèle à Correction d'erreur

Tout comme la cointégration, l'estimation du modèle se fait en deux étapes

Etape1 : estimation par les MCO de la relation de long terme $y_t = ax_t + b + e_t$

Etape2 : estimation par les MCO de la relation du modèle dynamique (court terme) $\Delta y_t = \alpha \Delta x_t + \beta e_{t-1} + u_t$

Le coefficient β doit être significativement négatif ; dans le cas contraire il convient de rejeter la spécification de type ECM. En effet le mécanisme de correction d'erreur (rattrapage qui permet de tendre vers la relation de long terme) irait alors en sens contraire et s'éloignerait de la cible de long terme.

Cette procédure conduit à une estimation convergente des coefficients du modèle et les écarts types des coefficients peuvent s'interpréter de manière classique.

Les calculs (voir annexe 3) montrent que le coefficient du résidu issu de la régression du riz importé sur le riz local (resf) est significativement négatif. La représentation à correction d'erreur est validée. Les deux prix entretiennent donc une relation de long terme et tout choc intervenu dans ces prix, est corrigé dans le temps de telle sorte que les prix retrouvent leur situation d'équilibre.

6 Chapitre 6 : Effets de la hausse du prix du riz

La flambée récente des prix des denrées alimentaires a permis d'initier plusieurs études s'intéressant à l'impact sur les pays, au niveau des ménages et des individus aussi bien à court terme, qu'à moyen et long terme.

Les effets de la hausse au niveau national se ressentent sur la balance des paiements à travers les changements dans les termes de l'échange²⁰, sur la balance fiscale²¹ suite à la réduction des recettes fiscales et la hausse des dépenses dans les subventions et programmes d'assistance sociale, et sur les marchés intérieurs des biens principalement les changements dans les prix des biens internationalement échangeables. Les effets peuvent aussi impliquer les marchés du travail à travers la pression à la hausse sur les salaires et les changements dans les différentiels de salaire dans le secteur des échangeables ou non échangeables et le marché local des nourritures de base comme conséquence de l'effet de substitution.

Au niveau ménage, les changements de prix des produits alimentaires peuvent avoir des effets préjudiciables directs et indirects sur la pauvreté monétaire en réduisant le revenu réel et ainsi le pouvoir d'achat. Cependant, l'impact varie largement selon le type de ménage dans le pays: les ménages producteurs nets de denrées

²⁰ RATIO ENTRE PRIX A L'EXPORTATION ET PRIX A L'IMPORTATION. LES TERMES DE L'ÉCHANGE PEUVENT S'AMÉLIORER OU AU CONTRAIRE SE DÉTERIORER LORSQUE PARFOIS LES PRIX A L'IMPORTATION AUGMENTENT AU DÉTRIMENT DES PRIX A L'EXPORTATION.

²¹ LES EFFETS PERVERS SUR LA BALANCE FISCALE INTERVIENNENT AVEC LA DÉTERIORATION DU SOLDE GLOBAL (RECETTES-DEPENSES).

alimentaires peuvent vraisemblablement améliorer leur bien-être après la hausse des prix des aliments tandis que c'est le contraire pour les ménages consommateurs nets.

L'objet de cette section est de faire une analyse de l'impact de cette hausse sur les ménages urbains du Niger en utilisant les données de l'enquête réalisée par le PAM pour mesurer les effets de la hausse des prix des denrées alimentaires. Nous nous focaliserons sur l'effet de la hausse du prix du riz qui est une denrée très prisée dans le milieu urbain.

6.1 Le riz : un aliment des ménages urbain

Dans le tableau ci-dessous nous avons présenté un panier alimentaire des ménages du Niger issu de l'enquête du QUIBB de 2005. Il place le riz comme deuxième céréale consommée après le mil avec un poids de 10,4 (riz local et importé) sur les 19 biens retenus et plus de 16% sur les céréales contenus dans le panier. Les céréales constituent 64,2% du panier.

Tableau 2 : Panier alimentaire du ménage nigérien

Biens	% consommation	%Cumulé
Mil graine	39,1	39,1
Sorgho	8,8	47,8
Riz (paddy, entier) importé	7,7	55,5
Mais graine	5,9	61,5
Lait local	4,3	65,7
Viande de Mouton/chèvre	3,9	69,6
Riz (paddy, entier) local	2,7	72,4
Haricot	2,7	75,1
Cola	2,2	77,3
Sucre (poudre, carreau, roux, blanc)	2,1	79,4
Viande de bœuf	2	81,4
Huile végétale locale	1,68	83,08
Huile végétale importée	1,5	84,6
Poulet/ Pintade	1,4	86
Tomate	1,2	87,1
Sel	1,2	88,3
Thé vert/Thé conditionné	1,1	89,4
Oignon	1,1	90,5

Source : Quibb 2006

Les résultats de l'enquête du PAM de juillet 2008 donnent une proportion des dépenses de riz très importantes pour les ménages urbains. En moyenne ces ménages consacrent plus de 40% de leurs dépenses de céréales à l'achat du riz. Ainsi nous avons recalculé le poids du riz pour ces ménages en appliquant ce pourcentage des dépenses en riz en considérant la même structure que le panier du QUIBB de 2005, c'est-à-dire que les céréales conservent le même poids de 64,2%. On obtient alors la configuration suivante :

Tableau 3 : Panier alimentaire adapté pour les ménages urbains

Biens	% consommation	%Cumulé
Riz	25,68	25,68
Autre céréales	38,52	64,2
Lait local	4,3	68,5
Viande de Mouton/chèvre	3,9	72,4
Haricot	2,7	75,1
Cola	2,2	77,3
Sucre (poudre, carreau, roux, blanc)	2,1	79,4
Viande de bœuf	2	81,4
Huile végétale locale	1,68	83,08
Huile végétale importée	1,5	84,58
Poulet/ Pintade	1,4	85,98
Tomate	1,2	87,18
Sel	1,2	88,38
Thé vert/Thé conditionné	1,1	89,48
Oignon	1,1	90,58

Source : nos calculs adaptés au panier du QUIBB de 2006

On voit que le riz devient alors le quart du panier alimentaire dans les zones urbaines au dessus du poids de 10% pour tous les milieux confondus comme obtenu dans l'enquête QUIBB 2006.

6.2 Elasticité de Deaton

Cette section n'ambitionne pas d'étudier l'impact de la hausse sous toutes ces facettes. Il s'agit pour nous d'adapter la notion de ratio bénéfice net de Deaton (1989) qui se définit comme le rapport entre les achats nets du bien i et la dépense totale du ménage, ce que Deaton dénomme comme l'élasticité de court terme du bien-être par rapport au prix du bien i . Nous essayerons juste de calculer cette élasticité du bien être par rapport au prix du riz pour les ménages urbains. Le ratio donne dans le court terme une détérioration du bien être du ménage en cas de hausse de la dépense consacrée à l'achat du bien i toutes choses étant égales par ailleurs.

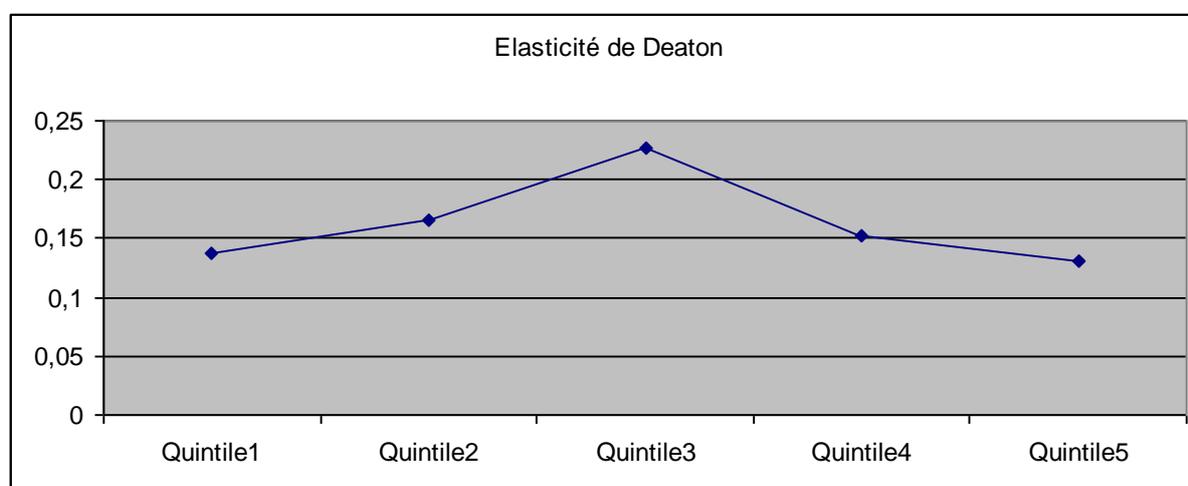
Le tableau suivant nous donne les dépenses des ménages selon les quintiles de dépenses des ménages urbains sur les 30 derniers jours précédents l'enquête.

Tableau 6 : dépenses (en francs CFA) des ménages selon les quintiles

	Dépenses totales en cash au cours des 30 derniers jours	Dépenses alimentaires totales en cash au cours des 30 derniers jours	Dépenses céréales au cours des 30 derniers jours	Dépenses de riz au cours des 30 derniers jours
Quintile1	45 506,01	30 676,05	17 434,45	6 219,64
Quintile2	68 378,49	46 195,90	27 088,12	11 267,36
Quintile3	56 417,16	40 225,82	23 135,79	12 769,98
Quintile4	73 531,98	51 028,68	26 942,14	11 228,17
Quintile5	126 585,01	75 531,17	38 452,40	16 455,66

Les dépenses consacrées au riz ont été rapportées aux dépenses globales du ménage. On obtient ainsi l'élasticité de Deaton (voir graphique 7).

Graphique 7 : Elasticité de Deaton



Il ressort des analyses que l'augmentation des dépenses de riz a un effet de réduction de court terme du bien être des ménages par rapport à cette céréale de plus de 10% quelque soit le quintile considéré. Le quintile 3 est le plus affecté avec une baisse de plus de 20%. Ce qui signifie que les ménages urbains à revenus moyens qui constituent ce quintile 3 subissent le plus, l'effet de hausse du prix, toutes choses étant égales par ailleurs.

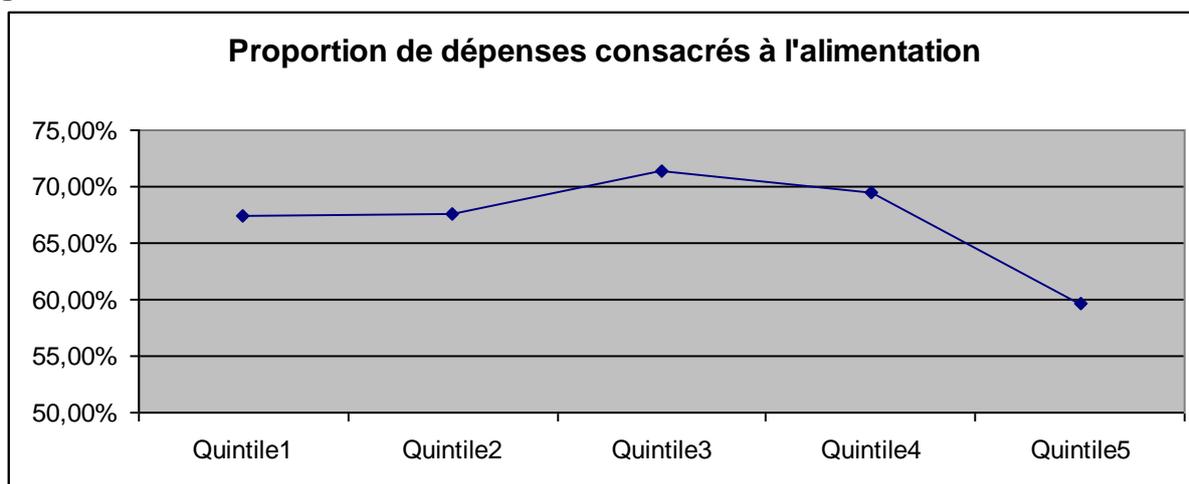
6.3 Proportion des dépenses consacrées à l'alimentation

Les dépenses alimentaires des ménages sont calculées par rapport au 30 derniers jours. Elles incluent la valorisation au prix du marché des aliments autoconsommés par les ménages. Par exemple si un ménage a consommé 20 Kg de riz au cours des 30 derniers jours, la valeur monétaire correspondante à cette quantité a été enregistrée. Cette valorisation permet de ne pas se limiter uniquement aux dépenses en cash des ménages. Certaines dépenses non alimentaires comme le bois de chauffe, le gaz, le pétrole, le savon ont également été évaluées au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête. Les autres dépenses non alimentaires telles que l'habillement, l'éducation, la santé ont été évaluées sur les 12 derniers mois précédant l'enquête. La proportion des dépenses alimentaires dans les dépenses globales est obtenue en divisant les dépenses alimentaires globales par les

dépenses totales du ménage, c'est-à-dire les dépenses alimentaires et non alimentaires exprimées en pourcentage.

Ainsi, le graphique suivant montre que les ménages urbains consacrent plus de 65% de leurs dépenses à l'alimentation sauf le quintile 5 des ménages relativement plus aisés dont les dépenses d'alimentation sont légèrement en dessous de 60%. C'est le quintile 3 qui a la plus forte proportion avec 71%.

Graphique 7 : Proportion des dépenses alimentaires dans les dépenses globales

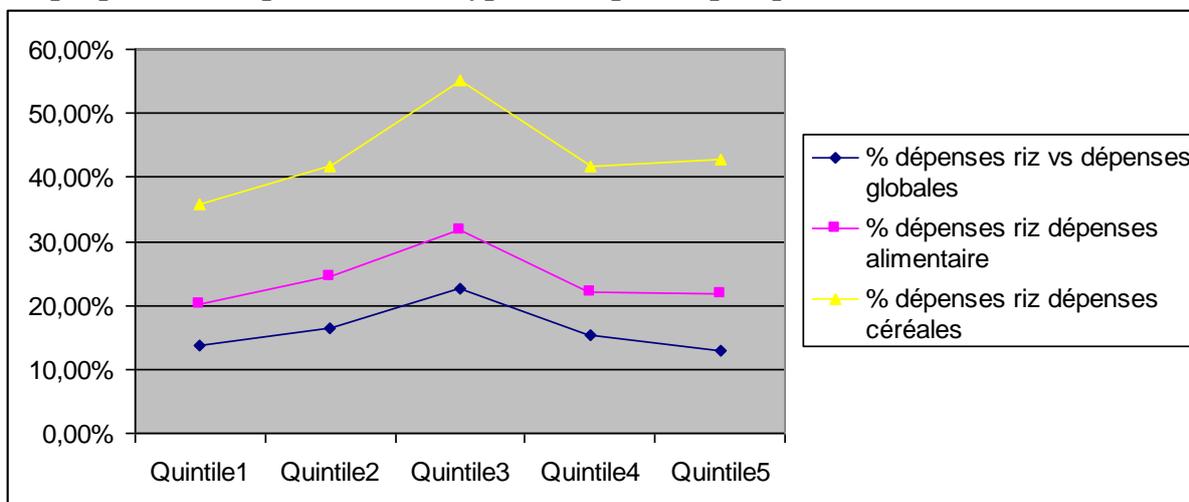


Source : Enquête PAM juillet 2008

Ces chiffres montrent la grande pauvreté des ménages urbains car l'importance des dépenses alimentaires dans les dépenses globales est un signe de vulnérabilité alimentaire.

Le graphique 8 suivant nous montre l'importance des dépenses de riz dans les dépenses globales, alimentaires et de céréales. On observe une réaction quasi uniforme de tous les quintiles selon les différentes dépenses considérées pour analyser le poids du riz. Le quintile 3 représentant la classe moyenne peuplant les zones urbaines est celle qui subit le plus le poids du riz dans son panier alimentaire.

Graphique 8 : Comparaisons des types de dépenses par quintile



Les dépenses de riz sont assez importantes et observables à tous les niveaux de dépenses. On constate que plus de 20% des dépenses alimentaires sont consacrés à l'achat du riz quelque soit le quintile d'appartenance. Le quintile 3 consacre respectivement plus de 50% de ces dépenses de céréales à l'achat du riz. Ce qui va dans le sens de l'idée de l'importance du riz dans la consommation des ménages urbains.

6.4 Effet des dépenses de riz sur le niveau de pauvreté monétaire

Le rapport 2008 sur l'état de la pauvreté de l'INS présente le processus de construction des seuils de pauvreté alimentaire et non alimentaire.

Le seuil alimentaire est basé sur le calcul du coût de consommation quotidienne d'un nombre de calories qui permet de subsister. En 2005, il a été retenu d'utiliser 2100 calories au Niger pour établir ce seuil et un panier de 19 biens les plus consommés par les ménages a été arrêté. La valorisation de ce panier aux prix respectif des milieux urbains et rural permet de déterminer les seuils alimentaires de chaque milieu.

Pour le seuil non alimentaire il a été retenu d'utiliser la moyenne par tête de consommation non alimentaire de 10% des ménages dont le seuil de consommation est égal au seuil de pauvreté alimentaire. Cette approche est basée sur le fait que Ravallion (1996) soutient l'idée que les personnes qui ont juste de quoi satisfaire leurs besoins alimentaires doivent opérer des sacrifices pour disposer d'un minimum sur le plan non alimentaire.

Les seuils de 2007/2008 construit sur la base du panier de 2005 permettent d'attribuer l'évolution des seuils au coût de la vie et non aux éventuelles modifications de la structure de consommation. Cependant des raisons de fragilité des informations sur les prix en 2005 et l'absence de certains produits manufacturés dans le milieu rural ont conduit à l'utilisation du taux d'inflation national sur les seuils de 2005 afin d'établir ceux de 2007/2008.

Tableau 8 : Seuils de pauvreté en 2005 et 2008

	2005			2007/2008		
	Alimentaire	Non Alimentaire	Total	Alimentaire	Non Alimentaire	Total
urbain	78791	65959	144750	82157	68776	150933
rural	75466	30361	105827	78690	31658	110348

L'application de ces seuils de 2008 fait ressortir qu'il y a 42% de pauvres à Niamey et 58% de pauvres pour les autres villes. Les zones urbaines présentent ainsi les taux de pauvreté et d'extrême pauvreté assez importante contrairement aux idées reçues.

Dans ce contexte de hausse de prix, l'objet de cette section est d'appliquer ces seuils aux ménages urbains afin de dégager leur statut de pauvreté d'une part et d'étudier leur caractéristiques socioéconomique et l'impact du prix du riz sur leur bien être d'autre part.

La partie suivante donne des taux de pauvreté en excluant cette fois-ci, les dépenses de riz. L'objectif étant de simuler l'effet de la hausse des prix sur le niveau de pauvreté.

Tableau 10 : Taux de pauvreté sans la hausse des prix du riz

		Sans hausse		Avec hausse	
		Non pauvre	Pauvre	Non pauvre	Pauvre
Milieu de résidence	Urbain	43,0%	57,0%	41,3%	58,7%
	Rural	33,8%	66,2%	32,4%	67,6%

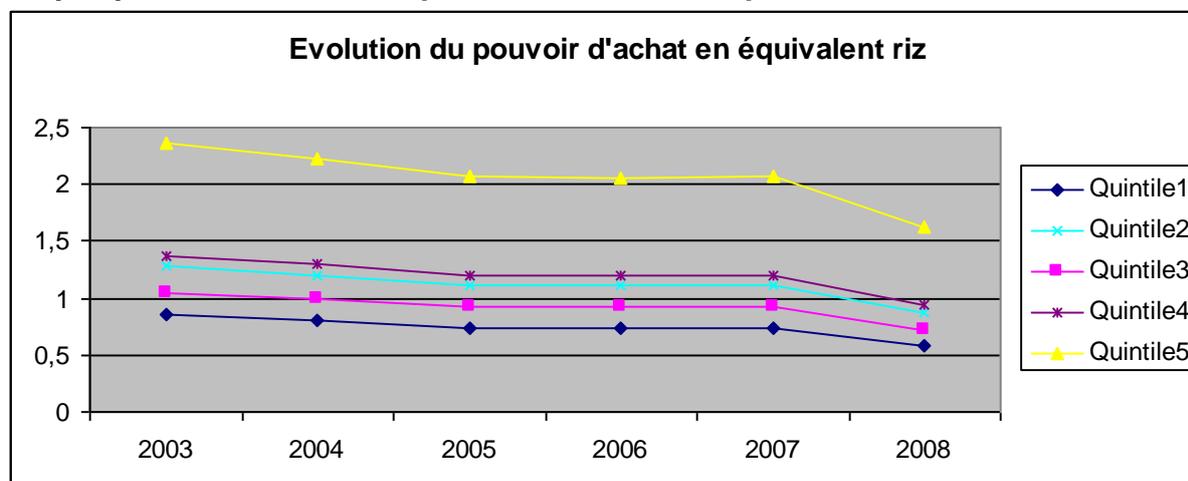
On constate une pauvreté urbaine de 57% contre 58.7% soit une baisse de 1,7 point de pourcentage. Cela signifie que la hausse des prix du riz a fait basculer 1,7% d'urbains dans la pauvreté contre 1,4% de ruraux.

Ces variations font ressortir l'importance des dépenses du riz dans les dépenses alimentaires surtout au niveau des ménages urbains. Ce qui laisse supposer que des actions facilitant l'accessibilité à cette denrée pourraient avoir des effets positifs sur le bien être des ménages urbains.

Et parmi ces pauvres subissant cet effet du riz, plus de 63% se sont dit affectés par la crise de la hausse des prix de produits alimentaires. En croisant l'affectation de la crise avec les quintiles de revenu on observe que les quintiles 1 et 3 semblent être les plus affectés. Si cette situation est compréhensible pour le premier quintile elle l'est moins pour le troisième qui est une classe des revenus moyens.

L'analyse de l'évolution du pouvoir d'achat des ménages est traduite en équivalent riz. Les dépenses globales des ménages sont divisées par le prix moyen du kg de riz en 2003 (année de référence pour cette analyse) pour obtenir les quantités c'est-à-dire si le ménage devrait affecter tout son revenu (approché par les dépenses) à l'achat de riz, quelle quantité pourrait-il acheter ? Ces quantités sont ensuite divisées par la taille moyenne du ménage et par 18 (correspondant à une hypothèse de consommation de riz par an et par personne en kg) pour obtenir à peu près le pouvoir d'achat du ménage en équivalent riz.

Graphique 9 : Evolution du pouvoir d'achat en équivalent riz



La perte de pouvoir d'achat s'observe au niveau de tous les quintiles. Le quintile 3 se distingue encore en se classant juste après le quintile 1 comme groupe ayant le plus subi l'érosion de son pouvoir d'achat.

x

Conclusion

Au terme de ces analyses, les deux principales hypothèses de recherche ont pu être testées et confirmées sur la base des données issues des enquêtes nationales sur la consommation et le bien-être des ménages au Niger, couvrant la période de 2005 à 2008. Ces données ont été renforcées par d'autres informations recueillies sur la base d'études réalisées ces dernières années sur des thématiques en liaison avec la sécurité alimentaire, les filières de production et la chaîne de valeur de la filière riz au Niger.

Les analyses nous indiquent ainsi une bonne intégration des prix du riz local et du riz importé au Niger. Cela signifie que l'évolution du prix du riz importé a un effet d'entraînement évident sur celle du prix du riz local. Fort malheureusement, cette intégration des prix, réduit significativement les possibilités de substitution du riz importé par le riz local, au niveau des ménages.

Ce constat a d'ailleurs permis de confirmer les résultats des analyses économique et financière de la filière riz, qui concluent à une absence de compétitivité du riz local vis-à-vis du riz importé. Par ailleurs la forte consommation du riz importé dans les habitudes alimentaires des ménages urbains n'est pas sans incidence sur leur niveau de bien-être, surtout au niveau de la classe des revenus moyens, d'autant plus que cela les amène souvent à sacrifier d'autres postes de dépense pour satisfaire leurs besoins alimentaires.

Enfin, une hausse des prix du riz sur les marchés affecte le pouvoir d'achat des ménages dans leur grande majorité, toutefois les ménages à revenu moyen sont les plus exposés. Pour preuve, des analyses des effets de la hausse des prix sur le bien-être, il ressort que le niveau de pauvreté monétaire a augmenté de 1,7 point de pourcentage sous l'effet de la hausse du prix du riz au cours de l'année 2008, toutes choses égales par ailleurs.

Ce niveau de pauvreté s'accroîtra avec une évolution du poids du riz dans le panier alimentaire des citoyens. Les dépenses de riz représentent plus de 50% des dépenses, d'où les risques élevés pour les ménages de subir un impact du renchérissement continu du prix mondial du riz.

Sur la base des constats qui précèdent, nous formulons les recommandations suivantes à l'endroit de l'Etat, des partenaires au développement et des populations elles-mêmes :

1. il est nécessaire que l'Etat contribue à mieux valoriser la production du riz local à travers les actions suivantes : (i) pratiquer l'extension des superficies cultivables ou aménageables sur la base d'un inventaire exhaustif des sites favorables à une production rizicole au Niger, (ii) mobiliser le potentiel en eaux pour la production de riz, (iii) améliorer les rendements de la culture de riz par une amélioration de l'accès financier et physique des producteurs aux intrants et l'expérimentation des résultats de la recherche scientifique dans le domaine ;

2. L'Etat doit également œuvrer pour réorganiser la filière riz local au niveau de tous les maillons de la chaîne de valeur : (i) production, (ii) transformation, (iii) commercialisation. La promotion de la filière doit se faire en alliant à la fois les

objectifs d'accroître les quantités de la production mais aussi sa qualité pour aider les consommateurs à opter pour le riz local dans leurs décisions d'achats ;.

3. Au niveau des ménages, il faudra contribuer à changer les habitudes alimentaires orientées vers la préférence des produits importés en favorisant la consommation du riz local surtout en milieu urbain, en améliorant toutefois la qualité de cette variété pour éviter la persistance du recours au riz importé jugé à priori meilleur ;

4. Les partenaires au développement doivent accompagner l'Etat au niveau stratégique et opérationnel pour que ses efforts destinés à améliorer la compétitivité de la filière (production, productivité, commercialisation et gains en devises), se soldent par des résultats positifs pour le bien-être des populations Nigériennes.

Bibliographie

Institut National de Statistique (INS) du Niger. Enquête sur le Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base du Bien-être (QUIBB), 2005

Institut National de Statistique (INS) du Niger. Enquête Nationale sur le Budget et la Consommation des ménages (ENBC), 2008

Institut National de Statistique (INS) du Niger, Rapport des Comptes économiques de la Nation, 2010

Programme des Nations Unies pour le Développement au Niger. Rapport sur l'état de la pauvreté, Observatoire Nationale de Prospective et d'Analyse de la Pauvreté, 2008

Institut National de Statistique (INS) du Niger, Annuaire statistique, 2010.

Banque Mondiale. Rapport de Sécurité alimentaire et filets sociaux au Niger, 2008

Programme des Nations Unies pour le Développement au Niger. Rapport National sur le Développement Humain, 2009.

Programme Alimentaire Mondial au Niger, Rapport de l'enquête Emergency Food Security Assessment, 2006.

Programme Alimentaire Mondial au Bénin, Impact de la hausse des prix des denrées au Bénin, 2008.

UNICEF. Rapport d'analyse de la situation de la femme et de l'enfant au Niger, 2008.

PAFRIZ Union Européenne. Rapport d'opération sur le sauvetage de la filière riz au Niger, 2007

Institut National de Statistique (INS) du Niger, Note de conjoncture, 2010

Régis Bourbonnais, Econométrie, manuel et exercices corrigés, DUNOD, 2006

Annexes

Annexe1 : Test de stationnarité des séries des prix du riz importé et local

TEST du RIZ LOCAL					TEST du RIZ IMPORTE				
ADF Test Statistic	-2.759235	1%	Critical Value*	-4.0948	ADF Test Statistic	-0.489279	1%	Critical Value*	-4.0948
		5%	Critical Value	-3.4749			5%	Critical Value	-3.4749
		10%	Critical Value	-3.1645			10%	Critical Value	-3.1645
*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.					*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation Dependent Variable: D(RILOC) Method: Least Squares Date: 10/30/09 Time: 17:22 Sample(adjusted): 2003:04 2008:12 Included observations: 69 after adjusting endpoints					Augmented Dickey-Fuller Test Equation Dependent Variable: D(RIMP) Method: Least Squares Date: 10/30/09 Time: 17:23 Sample(adjusted): 2003:04 2008:12 Included observations: 69 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.	Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
RILOC(-1)	-0.261403	0.094738	-2.759235	0.0075	RIMP(-1)	-0.032019	0.065440	-0.489279	0.6263
D(RILOC(-1))	0.093189	0.129769	0.718116	0.4753	D(RIMP(-1))	0.287026	0.117549	2.441759	0.0174
D(RILOC(-2))	0.109303	0.128659	0.849554	0.3987	D(RIMP(-2))	-0.421942	0.121635	-3.468930	0.0009
C	58.96210	21.72924	2.713492	0.0085	C	7.201772	16.92752	0.425448	0.6719
@TREND(2003:01)	0.186315	0.084727	2.199017	0.1315	@TREND(2003:01)	0.077676	0.050176	1.548080	0.1265
R-squared	0.114034	Mean dependent var	1.014493		R-squared	0.250438	Mean dependent var	1.057971	
Adjusted R-squared	0.058661	S.D. dependent var	11.34680		Adjusted R-squared	0.203590	S.D. dependent var	6.432647	
S.E. of regression	11.00896	Akaike info criterion	7.705000		S.E. of regression	5.740610	Akaike info criterion	6.402712	
Sum squared resid	7756.617	Schwarz criterion	7.866891		Sum squared resid	2109.095	Schwarz criterion	6.564604	
Log likelihood	-260.8225	F-statistic	2.059390		Log likelihood	-215.8936	F-statistic	5.345786	
Durbin-Watson stat	1.902559	Prob(F-statistic)	0.096541		Durbin-Watson stat	2.027438	Prob(F-statistic)	0.000889	

Annexe 2 : Existence de racine unitaire

ADF Test Statistic	-5.011410	1%	Critical Value*	-4.0948
		5%	Critical Value	-3.4749
		10%	Critical Value	-3.1645
*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation Dependent Variable: D(RES1) Method: Least Squares Date: 10/31/09 Time: 22:45 Sample(adjusted): 2003:04 2008:12 Included observations: 69 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
RES1(-1)	-0.601264	0.119979	-5.011410	0.0000
D(RES1(-1))	0.206258	0.125315	1.645908	0.1047
D(RES1(-2))	0.328803	0.118848	2.766575	0.0074
C	1.271281	2.357445	0.539262	0.5916

@TREND(2003:01)	-0.026721	0.055995	-	0.6348
			0.477199	
R-squared	0.298778	Mean dependent var	-	0.078083
Adjusted squared	R- 0.254952	S.D. dependent var		10.63716
S.E. of regression	9.181589	Akaike info criterion		7.341982
Sum squared resid	5395.301	Schwarz criterion		7.503874
Log likelihood	-248.2984	F-statistic		6.817320
Durbin-Watson stat	1.975653	Prob(F-statistic)		0.000123
ADF Test Statistic	-5.011410	1% Critical Value*		-4.0948
		5% Critical Value		-3.4749
		10% Critical Value		-3.1645

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(RES1)

Method: Least Squares

Date: 10/31/09 Time: 22:45

Sample(adjusted): 2003:04 2008:12

Included observations: 69 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
RES1(-1)	-0.601264	0.119979	-5.011410	0.0000
D(RES1(-1))	0.206258	0.125315	1.645908	0.1047
D(RES1(-2))	0.328803	0.118848	2.766575	0.0074
C	1.271281	2.357445	0.539262	0.5916
@TREND(2003:01)	-0.026721	0.055995	-0.477199	0.6348
R-squared	0.298778	Mean dependent var	-0.078083	
Adjusted squared	R- 0.254952	S.D. dependent var	10.63716	
S.E. of regression	9.181589	Akaike info criterion	7.341982	
Sum squared resid	5395.301	Schwarz criterion	7.503874	
Log likelihood	-248.2984	F-statistic	6.817320	
Durbin-Watson stat	1.975653	Prob(F-statistic)	0.000123	

Annexe 3 : Validation du modèle à correction d'erreur

Dependent Variable: RIMP				
Method: Least Squares				
Date: 11/02/09 Time: 23:25				
Sample: 2003:01 2008:12				
Included observations: 72				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
RILOC	0.772796	0.050484	15.30786	0.0000
C	87.02148	12.61515	6.898170	0.0000
R-squared	0.769987	Mean dependent var		279.4583
Adjusted R-squared	0.766701	S.D. dependent var		18.50157
S.E. of regression	8.936450	Akaike info criterion		7.245538
Sum squared resid	5590.209	Schwarz criterion		7.308779
Log likelihood	-258.8394	F-statistic		234.3305
Durbin-Watson stat	0.687482	Prob(F-statistic)		0.000000
Dependent Variable: RIMP				
Method: Least Squares				
Date: 11/02/09 Time: 23:25				
Sample: 2003:01 2008:12				
Included observations: 72				

Dependent Variable: RIMP				
Method: Least Squares				
Date: 11/02/09 Time: 23:25				
Sample: 2003:01 2008:12				
Included observations: 72				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
RILOC	0.772796	0.050484	15.30786	0.0000
C	87.02148	12.61515	6.898170	0.0000
R-squared	0.769987	Mean dependent var		279.4583
Adjusted R-squared	0.766701	S.D. dependent var		18.50157
S.E. of regression	8.936450	Akaike info criterion		7.245538
Sum squared resid	5590.209	Schwarz criterion		7.308779
Log likelihood	-258.8394	F-statistic		234.3305
Durbin-Watson stat	0.687482	Prob(F-statistic)		0.000000

Dependent Variable: DRIMP				
Method: Least Squares				
Date: 11/02/09 Time: 23:47				
Sample(adjusted): 2003:02 2008:12				
Included observations: 71 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DRILOC	0.355249	0.061058	5.818235	0.0000
RESF	-0.125439	0.079248	-1.582857	0.0180
R-squared	0.315338	Mean dependent var		1.014085
Adjusted R-squared	0.305415	S.D. dependent var		6.359454
S.E. of regression	5.300082	Akaike info criterion		6.201086
Sum squared resid	1938.270	Schwarz criterion		6.264824
Log likelihood	-218.1386	Durbin-Watson stat		1.619338

ANNEXE 4: RESULTAT DU TEST DE RACINE UNITAIRE

Tableau 2 : Corrélogramme de la série du prix du riz local

Included observations: 72 ; Sample: 2003:01 2008:12 ; Date: 10/25/09 Time: 22:58

Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob	
. *****	. *****	1	0.814	0.814	49.718	0.000
. *****	. .	2	0.647	-0.047	81.549	0.000
. ****	. * .	3	0.477	-0.106	99.143	0.000
. ***	. **	4	0.413	0.201	112.52	0.000
. ***	. * .	5	0.339	-0.068	121.65	0.000
. **	. * .	6	0.252	-0.112	126.77	0.000
. *	. .	7	0.151	-0.039	128.65	0.000

Tableau 3 : Correlogramme de la série du prix du riz importé

Included observations: 72 ; Date: 10/25/09 Time: 23:07

Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob	
. *****	. *****	1	0.868	0.868	56.518	0.000
. *****	. * .	2	0.719	-0.138	95.869	0.000
. *****	. * .	3	0.625	0.143	126.02	0.000
. ****	. .	4	0.559	0.027	150.51	0.000
. ****	. * .	5	0.463	-0.145	167.58	0.000
. ***	. * .	6	0.347	-0.100	177.31	0.000
. **	. * .	7	0.274	0.084	183.46	0.000
. **	. .	8	0.231	0.003	187.91	0.000
. *	. * .	9	0.173	-0.076	190.44	0.000
. *	. * .	10	0.075	-0.152	190.91	0.000